



ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE

CONSEIL COMMUNAL DU 9 OCTOBRE 2019
GEMEENTERAAD VAN 9 OKTOBER 2019

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

09.10.2019/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

09.10.2019/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 11 septembre 2019; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 11 septembre 2019, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 11 september 2019; goedkeuring.

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 11 september 2019. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

2 annexes / 2 bijlagen
PV P 11.09.2019.pdf, PV 11.09.2019.pdf

09.10.2019/A/0003 **Conseiller communal; démission.**

Le Conseil,

Vu sa lettre du 12 septembre 2019 par laquelle M. Jean-Michel LAMBERMONT, Conseiller communal appartenant à la liste ECOLO, déclare renoncer à l'exercice de son mandat de conseiller communal ;

Décide :

de prendre acte de la démission de M. Jean-Michel LAMBERMONT, de ses fonctions de Conseiller communal et de l'accepter.

1 annexe / 1 bijlage
Démission Jean-Michel LAMBERMONT.pdf

09.10.2019/A/0004 **Installation d'un Conseiller communal; vérification des pouvoirs et prestation de serment.**

Le Conseil,

Vu la délibération de ce jour par laquelle le Conseil a pris acte du courrier du 12 septembre 2019 de M. Jean-Michel LAMBERMONT dans lequel il démissionne de ses fonctions de conseiller communal;

Attendu qu'il convient de procéder à son remplacement au sein du Conseil communal;

Considérant que la troisième et quatrième suppléante de la liste à laquelle le précité appartenait, à savoir Mmes Marie-Thérèse COENEN et Marie-Christine CORVISIER se désistent;

Considérant que la cinquième suppléante de la liste à laquelle le précité appartenait, est Mme CORNEZ Elodie;

Constata que Mme CORNEZ Elodie est Belge, qu'elle est âgée de 29 ans et qu'elle est domiciliée dans la commune, rue Traversière,98;

Attendu qu'elle réunit, par conséquent, les conditions d'éligibilité, de capacité et de compatibilité requises par la loi;

En conséquence, vérification faite de ses pouvoirs, nous vous convions, Mesdames, Messieurs, à les valider.

5 annexes / 5 bijlagen

LISTE 2 ECOLO-GROEN.pdf, Désistement M. C. CORVISIER.pdf, Certificat Résidence E. CORNEZ.pdf, Désistement M.-Th. COENEN.pdf, Extrait Casier Judiciaire E. CORNEZ.pdf

09.10.2019/A/0005 **"Agence Immobilière Sociale de Saint-Josse"; vérification comptables de l'exercice 2018.**

Mesdames, Messieurs,

En vertu de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions versées aux associations en vue de promouvoir des activités utiles à l'intérêt général, nous avons procédé à la vérification comptable du compte 2018 de l'association "Agence Immobilière Sociale de Saint-Josse" arrêté par son conseil d'administration en date du 25 juin 2019, afin de justifier le subside octroyé pour l'exercice 2018, à savoir 50.000,00€.

Cette vérification comptable, portant sur le bilan et le compte de résultat de l'année 2018 de l'association (voir annexes), ne donne lieu à aucune remarque particulière.

L'exercice 2018 se clôture avec une perte de 3.860,81 €, venant diminuer les capitaux propres, qui étaient de 136.032,07€ en 2017, pour passer à 132.171,26 € en 2018. Cette perte est dû à la supériorité des charges par rapport aux produits.

En conséquence, nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous présenter pour information les documents relatifs au compte de l'exercice 2018 de « l'Agence Immobilière Sociale de Saint-Josse" asbl, tels qu'ils se trouvent versés au dossier.

"Sociaal Vastgoedkantoor van Sint-Joost"; nazicht boekhouding van dienstjaar 2018.

Dames en Heren,

Krachtens de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen gestort aan de verenigingen en om activiteiten te promoten die nuttig zijn voor het algemeen belang, zijn wij overgegaan tot het boekhoudkundig nazicht van de rekening 2018 van de vereniging "Sociaal Vastgoedkantoor van Sint-Joost" goedgekeurd door haar bestuursraad op 25 juni 2019, teneinde de subsidie te verantwoorden toegekend voor dienstjaar 2018, namelijk 50.000,00€.

Dit boekhoudkundig nazicht, betreffende de balans en de resultatenrekening van het jaar 2018 van de vereniging (zie bijlagen), geeft geen aanleiding tot enige opmerking.

Het dienstjaar 2018 wordt afgesloten met een verlies van 3.860,81 €, die het eigen kapitaal vermindert dat 136.032,07€ bedroeg in 2017 naar 132.171,26 € in 2018. Deze verlies is te wijten aan het overwicht aan lasten ten opzichte van de opbrengsten.

Bijgevolg hebben wij de eer, Dames en Heren, om u ter informatie de documenten voor te leggen met betrekking tot de rekening van het dienstjaar 2018 van het "Sociaal Vastgoedkantoor van Sint-Joost vzw", zoals ze bij het dossier werden gevoegd.

2 annexes / 2 bijlagen

AISSJ Bilan interne 2018..pdf, RAPPORT_C18_AIS (1).pdf

09.10.2019/A/0006 **Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux ; adoption.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117 ;

Vu la Circulaire du 22 décembre 2015 relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles ;

Considérant que la commune est propriétaire de nombreux biens immobiliers sur son territoire ;

Considérant que la commune est une autorité administrative soumise au principe de bonne administration, de publicité, de transparence et de respect de l'égalité ;

Que ces principes s'appliquent notamment dans les procédures relatives à l'aliénation des biens communaux ;

Considérant que la mise en place d'une procédure spécifique encadrant l'aliénation de tout bien immobilier communal par une vente de gré à gré est nécessaire afin de garantir le respect des principes de droit précités ;

Considérant que si, certes, la procédure de vente de gré à gré avec la publicité est la règle à appliquer, il convient également de prévoir une procédure de vente sans publicité si l'intérêt général le justifie, lequel peut résulter de circonstances de fait particulières ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

Décide :

D'adopter le règlement de procédure repris ci-après relatif à la vente de gré à gré de biens immobiliers communaux :

Article 1^{er}. Lorsque le Conseil communal le décide, il peut aliéner un bien immobilier communal par une vente de gré à gré au plus offrant selon la procédure définie par le présent règlement.

Article 2. §1^{er}. Le Conseil communal fixe le prix de vente minimum du bien ou du droit immobilier, lequel peut être supérieur ou inférieur à l'estimation préalable du Comité d'Acquisitions d'Immeubles Régional (CAIR).

Le cas échéant, cette décision comprend également la désaffectation du bien ou du droit immobilier concerné.

§2. Si le prix fixé par le Conseil communal est inférieur à l'estimation préalable du CAIR, cette décision doit être motivée.

Article 3. À défaut de rapport d'estimation établi par le CAIR dans un délai de soixante jours à dater de la date de dépôt de la demande d'estimation d'un bien, laquelle est établie par un accusé de réception du CAIR, ou dès réception de la décision du CAIR attestant de son impossibilité de se prononcer dans un tel délai, il est fait appel, dans le respect des règles applicables en matière de marchés publics, à un notaire, un géomètre-expert ou un agent immobilier afin de procéder à l'estimation de la valeur vénale du bien ou du droit immobilier.

Article 4. Le procès-verbal d'estimation du bien a une durée de validité d'un an. Au-delà de ce délai, une confirmation écrite de la validité de l'estimation de la valeur du bien auprès du CAIR ou de l'expert ayant dressé le procès-verbal est requise.

Article 5. §1^{er}. Le bien soumis à la présente procédure fait l'objet des mesures de publicités suivantes dans un délai de 30 jours, lequel est fixé par le Conseil communal lors de la séance reprise aux articles 1^{er} et 2 :

- Annonce aux valves communales ;
- Annonce sur le site Internet de la commune ;
- Annonce sur le bâtiment dont question par une affichette en format A3 ou une bache d'une dimension de 1m35 de large maximum sur une longueur proportionnelle en fonction du texte ;
- Le cas échéant, il pourrait faire l'objet d'une annonce dans tout autre média pertinent ;

L'annonce reprendra au minimum :

- Un descriptif du bien ;
- L'affectation urbanistique du bien ;
- Le prix de base fixé par le Conseil communal ;
- Les modalités d'organisation des visites du bien, ainsi que les coordonnées du service communal auquel s'adresser pour toute information supplémentaire et pour procéder aux visites ;
- La date limite de dépôt des offres ;
- Le lieu, la date et l'heure du dépouillement des offres des candidats-acheteurs ;
- L'existence d'un dossier de vente, lequel pourra être remis selon les modalités fixées à l'article 6, §1^{er}.

§2. Le délai de publicité est de 30 jours à partir de la publication de l'annonce précitée.

Article 6. §1^{er}. Le Collège des Bourgmestre et Echevins approuve, avant toute publication

et dans le respect du délai repris à l'article 5, §1^{er}, le contenu du dossier de vente à fournir aux candidats-acheteurs.

Ce dossier contiendra au moins :

- Une copie du présent règlement, que les candidats-acheteurs s'engagent à respecter ;
- Une note récapitulative relative à la description du bien, notamment sa nature, son emplacement et sa superficie, et non à son état ;
- Son affectation urbanistique ;
- Le cas échéant, une copie de l'attestation du sol, du procès-verbal du contrôle de l'installation électrique et du certificat de performance énergétique ;
- Les formulaires de remise d'offre selon les modèles repris en annexes.

Un dossier de vente sera remis, en mains propres et contre accusé de réception, aux candidats-acheteurs lors de la visite des lieux.

§2. Lors de la même séance, le Collège précité détermine la date limite de dépôt des offres et fixe le lieu, la date et l'heure de l'ouverture et du dépouillement des offres, et le cas échéant, de l'éventuelle séance de surenchères, telle que prévue par l'article 11. Il désigne également, en son sein, un membre spécifiquement chargé de cette mission avec l'assistance du Secrétaire communal. Il désigne par ailleurs un notaire en vue d'assister le Collège précité dans l'opération de vente.

Article 7. Dans le délai de 30 jours repris à l'article 5, §2, les candidats-acheteurs envoient leur offre sous double enveloppe par courrier recommandé avec accusé de réception au département communal du Patrimoine locatif, lequel est sis rue Royale 284 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, ou la remettent en mains propres contre un récépissé mentionnant la date et l'heure de réception de l'offre, à l'accueil sis à la même adresse.

La réception d'une offre notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception est présumée intervenir le jour ouvrable suivant le jour de la réception.

Le candidat-acheteur envoie son courrier au plus tard l'avant-veille du jour de la séance d'ouverture, dans le respect du délai précité à l'alinéa 2 du présent article.

Article 8. Le formulaire de remise d'offre est recevable s'il satisfait aux trois conditions cumulatives suivantes :

- a. Il est dûment complété et signé. Aucune autre annotation manuscrite ou rature n'est admise ;
- b. Il est accompagné :
 - Soit d'un document bancaire probant (garantie bancaire, convention de blocage, chèque bancaire certifié) attestant de la capacité financière du candidat-acheteur à acquérir le bien au montant de l'offre soumise ;
 - Soit d'une offre de crédit hypothécaire par une institution reconnue pour un financement correspondant au montant de l'offre soumise ;
 - Soit de la production d'un de ces documents par le candidat-acheteur et/ou par une ou plusieurs personnes physiques ou morales dûment autorisées, se portant caution indivisible à première demande, à concurrence du montant de l'offre. Dans cette hypothèse, à l'offre sera jointe sous peine d'irrecevabilité, le document-type repris en annexe du présent règlement, dûment complété, signé et accompagné d'une légalisation de la signature de la caution ou de son représentant.

Les trois modalités précitées peuvent être cumulées si le montant à garantir par l'une

de ces modalités est insuffisant pour atteindre le montant de l'offre remise ;

- c. Les modalités de remise d'une offre telles que mentionnées ci-dessus ont été intégralement respectées.

Article 9. §1^{er}. Si aucune offre n'est parvenue à la date fixée par le Collège des Bourgmestre et Echevins, telle que prévue à l'article 6, §2, pour l'ouverture et le dépouillement des offres, celui-ci peut prévoir un nouveau délai de publicité de minimum 30 jours et de maximum 60 jours. Ce délai commence à courir à la date fixée par le Collège précité.

§2. Lors de cette séance, le Collège précité fixe la date limite de dépôt des offres, laquelle ne peut être supérieure au délai de publicité, ainsi que le lieu, la date et l'heure de la nouvelle séance d'ouverture et de dépouillement des offres.

§3. La publicité prévue à l'article 5 sera adaptée à cette décision.

Article 10. §1^{er}. À la date fixée par le Collège des Bourgmestre et Echevins conformément à l'article 6, §2, les offres sont ouvertes et dépouillées en séance publique à l'hôtel communal sis avenue de l'Astronomie 13 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.

§2. La présence des candidats-acheteurs et du notaire désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins lors de cette séance est facultative.

§3. Le membre du Collège des Bourgmestre et Echevins désigné conformément à l'article 6, §2 pour procéder au dépouillement, lequel est assisté du Secrétaire communal, ou le cas échéant, de son remplaçant, procède à l'ouverture des offres, examine et constate ensuite leur recevabilité. Ceux-ci peuvent être assistés par un ou plusieurs membres du personnel pour l'examen des offres, dont l'identité est consignée dans le procès-verbal de la séance. Sous réserve d'un examen plus approfondi dans les quinze jours calendrier après le dépouillement des offres, tel que prévu par l'article 11, §1^{er}, le membre du Collège précité communique verbalement et de manière anonyme, pour chaque offre, soit son montant, soit la cause de son irrecevabilité.

§4. Le membre du Collège précité assure la tranquillité de la séance. Les candidats-acheteurs et le public ont un comportement passif et ne peuvent, de quelle que manière que ce soit, intervenir dans la procédure.

Si la tranquillité de la séance est toutefois entravée, le membre du Collège précité peut suspendre la séance jusqu'à ce que la tranquillité et le calme soient restaurés. Si l'incident perdure malgré la suspension de la séance, alors celle-ci se poursuit à huit-clos. Chaque incident sera mentionné dans le procès-verbal de la séance.

§5. Les documents visés à l'article 8 sont paraphés par le membre du Collège précité et le Secrétaire communal, ou le cas échéant, par son remplaçant.

§6. Le membre du Collège précité et le Secrétaire communal, ou le cas échéant, son remplaçant, signent le procès-verbal de la séance, dont la rédaction est déléguée à un membre du personnel de leur choix et dont l'identité est reprise dans ce dernier.

§7. Le procès-verbal de la séance est annexé à la décision finale du Collège des Bourgmestre et Echevins en vue de sa notification aux candidats-acheteurs.

Article 11. §1^{er}. Le Collège des Bourgmestre et Echevins vérifie la régularité de la procédure appliquée en vertu de l'article 10 et peut, moyennant motivation, s'écarter des éléments consignés dans le procès-verbal de la séance de dépouillement des offres, lesquels ne lient pas ce dernier.

L'offre retenue par le Collège des Bourgmestre et Echevins est déterminée, comme suit, dans un délai maximum de 15 jours calendrier après le dépouillement des offres:

- a. Si une seule offre propose le montant le plus élevé et est supérieur de plus de 5% au montant de l'offre directement inférieure, le Collège des Bourgmestre et

Echevins retient cette offre.

- b. Si le montant le plus élevé proposé, lequel est supérieur de plus de 5% au montant de l'offre directement inférieure est repris dans plusieurs offres, les candidats-acheteurs ayant fait les offres identiques susmentionnées sont convoqués à une séance de surenchères, telle que fixée par le paragraphe 2. À la suite de cette séance, le Collège des Bourgmestre et Echevins retient l'offre reçue la plus élevée.

- c. Si le montant le plus élevé proposé n'est supérieur que de 5% ou moins au montant de l'offre directement inférieure, les candidats-acheteurs ayant fait une offre dont le montant est égal ou inférieur à 5% au montant le plus élevé proposé sont convoqués à une séance de surenchères, telle que fixée par le paragraphe 2. À la suite de cette séance, le Collège des Bourgmestre et Echevins retient l'offre reçue la plus élevée.

§2. Lorsqu'une séance de surenchères doit être organisée, les candidats-acheteurs visés aux point b) et c) en sont immédiatement avisés et sont convoqués par courrier recommandé, dans les 25 jours calendrier suivant la décision du Collège constatant la nécessité d'une séance de surenchères.

Lors de la séance de surenchères, laquelle se déroule à huis-clos, les candidats-acheteurs, visés à l'alinéa précédent, devront être munis des documents tels que définis à l'article 8, dans l'hypothèse où une modification relative au contenu des informations reprises dans l'offre initiale est intervenue. Les enchères ne sont alors acceptées qu'au cours de cette séance, de manière verbale et par tranches minimales de 2000 euros. Un procès-verbal de la séance est rédigé et signé par le membre du Collège des Bourgmestre et Echevins désigné et par le Secrétaire communal, ou le cas échéant, par son remplaçant, lesquels peuvent être assistés d'un membre du personnel de leur choix.

§3. Le procès-verbal de la séance est annexé à la décision finale du Collège précité en vue de sa notification aux candidats-acheteurs, dont le Collège des Bourgmestre et Echevins peut s'écarter, moyennant motivation et après vérification de la régularité de la procédure appliquée en vertu de l'article 11, §2, alinéa 2.

Article 12. §1^{er}. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses annexes sont communiquées par courrier recommandé avec accusé de réception au candidat retenu et aux autres candidats-acheteurs dans les 30 jours calendrier suivant le jour de la décision visée à l'article 11, §1^{er}, a) ou à l'article 11, §1^{er}, b) et c). Nonobstant cette décision, le transfert de propriété n'aura lieu que lors de la signature de l'acte authentique de vente. Un compromis de vente pourra, le cas échéant, être rédigé et signé, dans les plus brefs délais.

§2. À titre d'acompte, l'acquéreur est tenu de verser, dans les 15 jours calendrier de la réception du courrier recommandé, 10% du prix d'achat sur le compte bancaire du notaire désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Des intérêts de retard sont calculés dès le 16^e jour calendrier de réception du courrier recommandé, sur la base du taux d'intérêt légal en vigueur.

§3. L'acte de vente est signé après l'écoulement du délai de recours de 60 jours calendrier permettant à tout candidat-acheteur intéressé d'introduire un recours devant le Conseil d'Etat contre la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins décidant de l'offre retenue et devra intervenir dans le délai déterminé par le notaire, lequel ne peut pas être

supérieur à quatre mois, sauf en cas de survenance d'un cas de force majeure.

§4. En cas de non-respect du délai visé au paragraphe 3, une mise en demeure est notifiée par pli recommandé à l'acquéreur ainsi que, le cas échéant, à la caution.

En l'absence de réaction de ceux-ci pendant quinze jours calendrier à compter de la date du cachet postal :

a. Le Conseil communal pourra :

- Soit poursuivre l'exécution forcée de la vente ;
- Soit demander la résolution judiciaire de la présente vente. Dans ce cas, les 10% versés à titre d'acompte resteront acquis de plein droit, à titre de dommages et intérêts forfaitaires, à la commune.

b. Le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra réputer la vente comme non-aboutie et retirer sa décision, telle que visée à l'article 11. Il peut, conformément à l'article 13, décider d'attribuer le bien au second candidat-acheteur le plus offrant, ou entamer une nouvelle procédure de vente de gré à gré, dans le respect des modalités prévues par le présent règlement.

Article 13. §1^{er}. Dans l'hypothèse où la vente n'aboutit pas, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut décider d'attribuer le bien au second candidat-acheteur le plus offrant et ayant remis une offre régulière au regard du présent règlement et comprise dans le pourcentage visé à l'article 11. Dans l'hypothèse où le second candidat-acheteur ne peut être retenu, le bien est attribué au troisième candidat-acheteur, ou le cas échéant, si celui-ci ne peut être retenu, au candidat-acheteur suivant, tant que le prix fixé par le Conseil communal est accepté.

§2. Si la vente, telle que reprise au paragraphe 1^{er}, n'aboutit pas, le Conseil communal peut procéder à une nouvelle procédure de vente de gré à gré telle que décrite ci-dessus. Il peut alors fixer un prix de vente minimum, qui peut, moyennant motivation, être inférieur à l'estimation établie par le CAIR ou par l'expert désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

§3. Les personnes ayant présenté une offre lors de la première procédure sont automatiquement prévenues de la remise en vente du bien, à l'exception des candidats-acheteurs n'ayant pas donné suite à la vente.

Article 14. §1^{er}. La décision de vendre un bien de gré à gré, sans publicité, à une personne déterminée, devra être motivée au regard de l'intérêt général, celui-ci pouvant résulter de circonstances de fait particulières, tout en veillant à ce que le prix estimé soit obtenu.

Article 15. Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour suivant sa publication.

ANNEXES

FORMULAIRES DE REMISE D'OFFRE

1. SOCIÉTÉ

La société, dont le siège est établi à, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro d'entreprise, valablement représentée par, nommé(e) à cette fonction par, publié(e) au Moniteur belge du qui se porte caution solidaire pour ladite société, (et), s'engage irrévocablement à acquérir le bien immobilier sis pour la somme de (en toutes lettres) EUR.

Nous avons connaissance du fait que le Collège des Bourgmestre et Echevins prendra sa décision quant à l'offre retenue dans les 15 jours calendrier suivant le jour du dépouillement ou de la séance de surenchères.

Nous avons connaissance du fait qu'à dater de cette décision, la vente sera parfaite et conclue aux conditions reprises dans le projet d'acte de vente.

Nous attestons de l'exactitude des données reprises dans les documents visés à l'article 8 du règlement.

Nous nous engageons, si le Collège des Bourgmestre et Echevins retient la présente offre, à verser 10% du prix de vente sur le compte dans les 15 jours calendrier de la réception du courrier recommandé nous informant de cette décision.

Nous avons pris connaissance de l'intégralité du dossier dont question à l'article 6 du règlement de procédure de vente de gré à gré des biens immobiliers communaux.

Fait à, le .../.../.....

Signatures précédées de la mention « lu et approuvé » :

2. PERSONNE SEULE

Je soussigné(e), Monsieur/Madame*, m'engage irrévocablement à acquérir le bien immobilier sis pour la somme de (en toutes lettres)EUR.

J'ai connaissance du fait que le Collège des Bourgmestre et Echevins prendra sa décision quant à l'offre retenue dans les 15 jours calendrier suivant le jour du dépouillement ou de la séance de surenchères.

J'ai connaissance du fait qu'à dater de cette décision, la vente sera parfaite et conclue aux conditions reprises dans le projet d'acte de vente.

J'atteste de l'exactitude des données reprises dans les documents visés à l'article 8 du règlement.

Je m'engage, si le Collège des Bourgmestre et Echevins retient la présente offre, à verser 10% du prix de vente sur le compte dans les 15 jours

calendrier de la réception du courrier recommandé nous informant de cette décision.
J'ai pris connaissance de l'intégralité du dossier dont question à l'article 6 du règlement de procédure de vente de gré à gré des biens immobiliers communaux.

Fait à, le .../.../.....

Signature précédée de la mention « lu et approuvé » :

*Biffez la mention inutile.

3.

PLUSIEURS PERSONNES

Nous soussignés, Monsieur/Madame* et
Monsieur/Madame*, nous engageons irrévocablement à
acquérir le bien immobilier sis pour la somme de (en
toutes lettres)EUR.

Nous avons connaissance du fait que le Collège des Bourgmestre et Echevins prendra sa
décision quant à l'offre retenue dans les 15 jours calendrier suivant le jour du
dépouillement ou de la séance de surenchères.

Nous avons connaissance du fait qu'à dater de cette décision, la vente sera parfaite et
conclue aux conditions reprises dans le projet d'acte de vente.

Nous attestons de l'exactitude des données reprises dans les documents visés à l'article 8
du règlement.

Nous nous engageons, si le Collège des Bourgmestre et Echevins retient la présente offre,
à verser 10% du prix de vente sur le compte dans les 15 jours
calendrier de la réception du courrier recommandé nous informant de cette décision.

Nous avons pris connaissance de l'intégralité du dossier dont question à l'article 6 du
règlement de procédure de vente de gré à gré des biens immobiliers communaux.

Fait à, le .../.../.....

Signatures précédées de la mention « lu et approuvé » :

*Biffez la mention inutile.

ACTE DE CAUTIONNEMENT INDIVISIBLE À PREMIÈRE DEMANDE

NOM/PRÉNOM/DOMICILE de la caution ou de son représentant.....(le cas échéant, si la caution est mariée) et son conjoint, Monsieur/Madame*, qui accepte cette caution et renonce à tous recours judiciaires pour en demander l'annulation.

DÉNOMINATION/SIÈGE SOCIAL si la caution est une personne morale.....

Reproduire et compléter ci-dessous de manière manuscrite la mention reprise en note de bas de page [\[1\]](#) :

.....
Je renonce expressément au bénéfice de discussion et de division.

Je déclare avoir pris connaissance de l'intégralité du règlement de procédure de vente de gré à gré au plus offrant des biens immobiliers communaux et de tous les autres documents figurant dans ce règlement.

Fait à, le .../.../..... en autant d'exemplaires qu'il y a de cautions.

Signature (à faire légaliser auprès de l'administration communale de votre domicile) précédée de la mention manuscrite « **lu et approuvé** » et « **bon pour caution indivisible pour une somme de EUR (en toutes lettres) en vue de l'exécution des obligations de paiement résultant de ladite offre** » par la caution et, le cas échéant, son conjoint :

*Biffez la mention inutile.

[\[1\]](#) En me portant caution à première demande de ... dans la limite de la somme de ... (en chiffres) EUR couvrant le paiement total ou partiel de l'offre émise par le précité pour l'achat de l'immeuble sis ... jusqu'au paiement intégral du prix de vente et intérêts résultant de l'acte de vente de l'immeuble sis ... et pour une durée maximale de 5 ans, je m'engage à rembourser au créancier de ... toutes les sommes qu'il devrait, en ce compris l'indemnité de 10%, sur mes biens et sur mes revenus si, et dans la mesure où, ... n'y satisfait pas lui-même.

Reglement van onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen ; goedkeuring.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op de Omzendbrief van 22 december 2015 met betrekking tot de aankoop of de vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen ;

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van tal van onroerende goederen op haar grondgebied ;

Overwegende dat de gemeente een administratieve overheid is onderworpen aan het principe van goed bestuur, openbaarmaking, transparantie en respect voor gelijkheid ;

Dat deze principes met name van toepassing zijn in de procedures betreffende de vervreemding van gemeentelijke goederen ;

Overwegende dat de invoering van een specifieke procedure die de vervreemding omkadert van alle gemeentelijke onroerende goederen door onderhandse verkoop noodzakelijk is teneinde de naleving te garanderen van de voornoemde rechtsprincipes ;

Overwegende dat, ook al is de onderhandse verkoopprocedure met bekendmaking uiteraard de toe te passen regel, tevens een verkoopprocedure zonder bekendmaking dient te worden voorzien indien het algemeen belang dit rechtvaardigt, aangezien dit belang het resultaat kan zijn van bijzondere feitelijke omstandigheden ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

Om het onderstaande procedurereglement goed te keuren betreffende de onderhandse verkoop van gemeentelijke onroerende goederen:

Artikel 1. Wanneer de Gemeenteraad het beslist kan zij een gemeentelijk onroerend goed vervreemden door een onderhandse verkoop aan de meest biedende volgens de procedure vastgesteld door dit reglement.

Artikel 2. §1^{er}. De Gemeenteraad stelt de minimum verkoopprijs vast van het goed of van het vastgoedrecht, die hoger of lager kan liggen dan de voorafgaande schatting van het Gewestelijk Comité tot Aankoop van Onroerende Goederen.

In voorkomend geval omvat deze beslissing tevens de herbestemming van het betreffende goed of vastgoedrecht.

§2. Indien de prijs vastgesteld door de Gemeenteraad lager ligt dan de voorafgaande schatting van het GCAO, dan dient deze beslissing te worden gemotiveerd.

Artikel 3. Bij gebreke van een schattingsverslag opgesteld door het GCAO binnen een termijn van zestig dagen vanaf de datum van indiening van de schattingsaanvraag van een goed, die wordt vastgesteld door een ontvangstbewijs van het GCAO, of vanaf de ontvangst van de beslissing van het GCAO waarin het zich onmogelijk verklaart om zich uit te spreken binnen een dergelijke termijn, wordt een beroep gedaan, in naleving van de regels die toepasbaar zijn inzake overheidsopdrachten, op een notaris, een meetkundig schatter of een vastgoedagent teneinde over te gaan tot de schatting van de verkoopwaarde van het goed of van het vastgoedrecht.

Artikel 4. Het schattingsverslag van het goed heeft een geldigheidsduur van één jaar. Voorbij deze termijn is een schriftelijke bevestiging vereist van de geldigheid van de waardeschatting van het goed bij het GCAO of de deskundige die het verslag heeft opgesteld.

Artikel 5. §1. Het goed onderworpen aan deze procedure maakt het voorwerp uit van de volgende maatregelen van openbaarheid binnen een termijn van 30 dagen, die wordt vastgesteld door de Gemeenteraad tijdens de zitting vermeld in artikelen 1 en 2 :

- Aankondiging op de gemeentelijke aankondigingsborden ;
- Aankondiging op de website van de gemeente ;
- Aankondiging op het betreffende gebouw door een klein aanplakbiljet in A3-formaat of een zeil met een afmeting van maximum 1m35 breed op een

proportionele lengte in functie van de tekst ;

- In voorkomend geval zou het kunnen worden aangekondigd in alle andere relevante media ;

De aankondiging dient minimum te bevatten :

Een beschrijving van het goed ;

De stedenbouwkundige bestemming van het goed ;

De basisprijs vastgesteld door de Gemeenteraad ;

De modaliteiten voor de organisatie van de bezoeken van het goed, alsook de gegevens van de gemeentelijke dienst waar men alle bijkomende informatie kan verkrijgen en om over te gaan tot de bezoeken ;

De uiterste indieningsdatum van de offertes ;

De plaats, de datum en het uur van het onderzoek van de offertes van de kandidaat-kopers ;

Het bestaan van een verkoopdossier, dat zal kunnen worden afgeleverd volgens de modaliteiten vastgesteld in artikel 6, §1.

§2. De termijn van openbaarmaking bedraagt 30 dagen vanaf de publicatie van de voornoemde aankondiging.

Artikel 6. §1. Het College van Burgemeester en Schepenen keurt vóór elke openbaarmaking en met inachtnaam van de termijn vermeld in artikel 5, §1, de inhoud goed van het verkoopdossier dat dient te worden afgeleverd aan de kandidaat-kopers.

Dit dossier zal tenminste bevatten :

Een kopie van dit reglement, waarbij de kandidaat-kopers zich ertoe verbinden om dit in acht te nemen ;

Een samenvattende nota betreffende de beschrijving van het goed, met name de aard, de plaats en de oppervlakte, en niet de betreffende staat ervan ;

De stedenbouwkundige bestemming ;

In voorkomend geval, een kopie van het bodemattest, van het controleverslag van de elektrische installatie en van het energieprestatiecertificaat ;

De formulieren van indiening van de offerte volgens de modellen toegevoegd in de bijlage.

Een verkoopdossier zal persoonlijk en tegen ontvangstbewijs worden overhandigd aan de kandidaat-kopers bij het bezoek van de plaatsen.

§2. Tijdens dezelfde zitting bepaalt het College de uiterste datum van indiening van de offertes en stelt de plaats, de datum en het uur van opening en bestudering van de offertes vast, en in voorkomend geval, van de eventuele zitting van hoger bod, zoals voorzien door artikel 11. Hij duidt tevens binnen zijn College een lid aan dat specifiek belast is met deze opdracht met de assistentie van de Gemeentesecretaris. Hij duidt bovendien een notaris aan om het College bij te staan in de verkoopoperatie.

Artikel 7. Binnen de termijn van 30 dagen vermeld in artikel 5, §2, zenden de kandidaat-kopers hun offerte onder dubbele omslag per aangetekende brief met ontvangstbewijs naar het gemeentelijk departement van het Huurpatrimonium, gelegen Koningsstraat 284 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, of overhandigen deze persoonlijk tegen een ontvangstbewijs dat de datum en het uur vermeldt van de offerte, aan het onthaal gelegen op hetzelfde adres.

De ontvangst van een offerte bekendgemaakt per aangetekende brief met ontvangstbewijs wordt geacht plaats te vinden op de werkdag volgend op de dag van neerlegging.

De kandidaat-koper zendt zijn brief ten laatste twee dagen voor de openingszitting, met inachtnaam van de voornoemde termijn in lid 2 van dit artikel.

Artikel 8. Het formulier van indiening van de offerte is ontvankelijk indien het voldoet aan de volgende drie cumulatieve voorwaarden :

Het is naar behoren ingevuld en ondertekend. Er is geen enkele andere handgeschreven aantekening of schrapping toegestaan ;

Het wordt samen verzonden met :

Hetzij een bewijskrachtig bankdocument (bankwaarborg, blokkeringsovereenkomst, bankcheque) dat de financiële capaciteit aantoont van de kandidaat-koper om het goed aan te kopen voor het voorgelegde offertebedrag ;

Hetzij een hypotheekaanbod van een erkende instelling voor een financiering ter hoogte van het bedrag van de ingediende offerte.

Hetzij de overlegging van één van deze documenten door de kandidaat-koper en/of door één of meerdere naar behoren bevoegde natuurlijke of rechtspersonen die zich ondeelbaar borg stellen op eerste verzoek, ter hoogte van het bedrag van de offerte. In dit geval dient, op straffe van niet-ontvankelijkheid, aan de offerte het naar behoren ingevulde en ondertekende modeldocument zoals opgenomen in de bijlage van onderhavig reglement toegevoegd te worden, vergezeld van een legalisatie van de handtekening van degene die zich borg stelt of diens vertegenwoordiger

De drie voornoemde modaliteiten kunnen worden gecumuleerd indien het te waarborgen bedrag door één van deze modaliteiten onvoldoende is om het bedrag van de ingediende offerte te bereiken ;

De modaliteiten voor de indiening van een offerte zoals hierboven beschreven zijn volledig in acht genomen.

Artikel 9. §1. In het geval dat er geen enkele offerte ontvangen wordt op de door het College van burgemeester en schepenen vastgestelde termijn, zoals voorzien in artikel 6, §2, voor de opening en de bestudering van de offertes, kan het College een nieuwe periode voor de openbaarmaking voorzien van minimum 30 dagen en maximum 60 dagen. Deze termijn vangt aan op de datum vastgesteld door het voornoemde College.

§2. Tijdens deze zitting stelt het voornoemde College de uiterste datum vast van indiening van de offertes, die de termijn van openbaarmaking niet mag overschrijden, alsook de plaats, de datum en het uur van de nieuwe zitting van opening en bestudering van de offertes.

§3. De openbaarmaking voorzien in artikel 5 zal worden aangepast aan deze beslissing.

Artikel 10. §1. Op de datum vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig artikel 6, §2, worden de offertes geopend en onderzocht in openbare zitting in het gemeentehuis gelegen Sterrenkundelaan 13 te 1210 Sint-Joost-ten-Node.

§2. De aanwezigheid van de kandidaat-kopers en van de notaris aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen tijdens deze zitting is facultatief.

§3. Het lid van het College van Burgemeester en Schepenen aangeduid overeenkomstig artikel 6, §2 om over te gaan tot de bestudering, dat wordt bijgestaan door de Gemeentesecretaris, of desgevallend, door zijn vervanger, gaat over tot de opening van de offertes, bestudeert ze en stelt vervolgens hun ontvankelijkheid vast. Zij kunnen worden geassisteerd door één of meerdere personeelsleden voor de bestudering van de offertes, waarvan de identiteit wordt vermeld in het verslag van de zitting. Onder voorbehoud van een grondiger onderzoek binnen de vijftien kalenderdagen na het bestuderen van de offertes, deelt het voornoemde Collegelid voor iedere offerte, verbaal en anoniem, hetzij het bedrag, hetzij de reden voor niet-ontvankelijkheid mee.

§4. Het voornoemde Collegelid verzekert de rust van de zitting. De kandidaat-kopers en het publiek gedragen zich passief en mogen op geen enkele manier tussenkomen in de procedure.

Indien de rust van de zitting echter wordt verstoord, dan kan het voornoemde Collegelid de zitting schorsen totdat de rust en de kalmte zijn hersteld. Indien het incident voortduurt ondanks de schorsing van de zitting, dan wordt deze verdergezet achter gesloten deuren. Ieder incident zal worden vermeld in het verslag van de zitting.

§5. De documenten vermeld in artikel 8 worden geparafeerd door het voornoemde Collegelid en de Gemeentesecretaris, of desgevallend door zijn vervanger.

§6. Het voornoemde Collegelid en de Gemeentesecretaris, of in voorkomend geval, zijn

vervanger, ondertekenen het verslag van de zitting, waarvan de opstelling wordt gedelegeerd aan een personeelslid van hun keuze en waarvan de identiteit in dit verslag wordt vermeld.

§7. Het verslag van de zitting wordt bijgevoegd bij de eindbeslissing van het College van Burgemeester en Schepenen met het oog op de bekendmaking aan de kandidaat-kopers.

Artikel 11. §1. Het College van Burgemeester en Schepenen verifieert de regelmatigheid van de procedure toegepast krachtens artikel 10 en kan, mits motivering, afwijken van elementen vermeld in het verslag van de zitting van onderzoek van de offertes, die hem tot niets verbinden.

De offerte die door het College van Burgemeester en Schepenen wordt aanvaard, wordt als volgt bepaald binnen een maximumtermijn van 15 kalenderdagen na de bestudering van de offertes:

Indien slechts één enkele offerte het hoogste bedrag heeft geboden en dit bedrag meer dan 5 % hoger is dan het tweede hoogste bedrag dat geboden werd, beslist het College van burgemeester en schepenen deze offerte te aanvaarden.

Indien het hoogste bod, dat meer dan 5 % hoger ligt dan het tweede hoogste bod, in meer dan één offerte gedaan wordt, worden de kandidaat-kopers die hetzelfde voormeld bod hebben uitgebracht opgeroepen voor een zitting van hoger bod, zoals vastgesteld in paragraaf 2.

Na deze zitting besluit het College van burgemeester en schepenen het hoogst uitgebrachte bod te aanvaarden.

Indien het hoogst uitgebrachte bod slechts 5 % of minder hoger is dan het tweede hoogste bod, worden de kandidaat-kopers die een bod hebben uitgebracht dat 5 % of minder lager ligt dan het hoogste bod opgeroepen voor een zitting van hoger bod, zoals vastgesteld door paragraaf 2. Na deze zitting besluit het College van burgemeester en schepenen het hoogst uitgebrachte bod te aanvaarden.

§2. Wanneer er een zitting van hoger bod moet worden belegd, worden de kandidaat-kopers vermeld in punt b) en c) onmiddellijk per aangetekend schrijven verwittigd en opgeroepen, binnen 25 kalenderdagen na de beslissing van het College dat de noodzaak vaststelt van een zitting van hoger bod.

Tijdens de zitting van hoger bod, die achter gesloten deuren plaatsvindt, dienen de kandidaat-kopers vermeld in het voorgaande lid de documenten bij zich te hebben die worden bepaald in artikel 8, in geval er een wijziging met betrekking tot de inhoud van de informatie opgenomen in de initiële offerte heeft plaatsgevonden. De bieden worden dan enkel tijdens deze zitting aanvaard, mondeling en per minimale schijven van 2000 euro. Een verslag van de zitting wordt opgesteld en ondertekend door het aangestelde lid van het College van Burgemeester en Schepenen en door de Gemeentesecretaris, of in voorkomend geval, door zijn vervanger, die kunnen worden bijgestaan door een personeelslid van hun keuze.

§3. Het verslag van de zitting wordt bijgevoegd bij de eindbeslissing van het voornoemde College met het oog op de bekendmaking ervan aan de kandidaat-kopers, waarvan het College van Burgemeester en Schepenen kan afwijken, mits motivering en na verificatie van de regelmatigheid van de procedure toegepast krachtens artikel 11, §2, lid 2.

Artikel 12. §1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en haar bijlagen worden medegedeeld per aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de geselecteerde kandidaat en de andere kandidaat-kopers binnen de 30 kalenderdagen volgend op de dag van de beslissing vermeld in artikel 11, §1, a) of artikel 11, §1, b) en c). Ondanks deze beslissing vindt de eigendomsoverdracht pas plaats op het moment van de ondertekening van de authentieke verkoopakte. Een voorlopige koopakte kan in voorkomend geval zo spoedig mogelijk worden opgesteld en ondertekend.

§2. Als voorschot is de koper gehouden om binnen 15 kalenderdagen na ontvangst van het aangetekend schrijven 10 % van de aankoopprijs te storten op de rekening van de notaris die door het College van burgemeester en schepenen is aangewezen. Vanaf de 16^{de} kalenderdag na ontvangst van het aangetekend schrijven zal verdragingsrente worden aangerekend op basis van de van kracht zijnde wettelijke rentevoet.

§3. De verkoopakte wordt ondertekend na het verstrijken van de beroepstermijn van 60 kalenderdagen, die iedere geïnteresseerde kandidaat-koper toelaat om een beroep in te dienen voor de Raad van State tegen de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dat beslist over de geselecteerde offerte en dient te worden opgesteld binnen de termijn bepaald door de notaris, die niet langer mag bedragen dan vier maanden, behalve in geval van overmacht.

§4. In geval van niet-naleving van de termijn vermeld in paragraaf 3 wordt een ingebrekestelling bekendgemaakt per aangetekend schrijven aan de koper alsook, in voorkomend geval, aan de borg.

Bij gebreke van een reactie van hunnentwege gedurende vijftien kalenderdagen vanaf de datum van de poststempel :

Kan de Gemeenteraad :

Hetzij de gedwongen tenuitvoerlegging van de verkoop vorderen ;

Hetzij de gerechtelijke ontbinding vorderen van deze verkoop. In dat geval komt het voorschot van 10 % van rechtswege als forfaitaire schadevergoeding aan de gemeente toe.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan de verkoop als niet-gerealiseerd beschouwen en zijn beslissing intrekken, zoals vermeld in artikel 11. Het kan, overeenkomstig artikel 13, beslissen om het goed toe te kennen aan de tweede hoogste bieder, of een nieuwe onderhandse verkoopprocedure starten, in naleving van de modaliteiten voorzien door dit reglement.

Artikel 13. §1. In het geval de verkoop niet tot stand komt, kan het College van Burgemeester en Schepenen beslissen om het goed toe te kennen aan de tweede hoogste bieder die een regelmatige offerte heeft ingediend au ten aanzien van dit reglement en inbegrepen in het percentage vermeld in artikel 11. In het geval de tweede kandidaat-koper niet kan worden geselecteerd, wordt het goed toegekend aan de derde kandidaat-koper, of desgevallend, indien deze niet kan worden geselecteerd, aan de volgende kandidaat-koper, zolang de prijs vastgesteld door de Gemeenteraad wordt aanvaard.

§2. Indien de verkoop, zoals opgenomen in paragraaf 1, niet tot stand komt, dan kan de Gemeenteraad overgaan tot een nieuwe onderhandse verkoopprocedure zoals hierboven beschreven. Zij kan dan een minimum verkoopprijs vaststellen die, mits motivering, lager ligt dan de schatting uitgevoerd door het GCAO of door de deskundige aangesteld door het College van Burgemeester en Schepenen.

§3. De personen die tijdens de eerste procedure een offerte hebben ingediend, worden automatisch verwittigd over de herverkoop van het goed, met uitzondering van de kandidaat-kopers die geen gevolg hebben gegeven aan de verkoop.

Artikel 14. De beslissing tot onderhandse verkoop zonder bekendmaking aan een welbepaalde persoon moet in het kader van het algemeen belang worden gemotiveerd omdat dit belang het resultaat kan zijn van bijzondere feitelijke omstandigheden, waarbij erop moet worden toegezien dat de geschatte prijs verkregen wordt.

Artikel 15. Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na de bekendmaking ervan.

BIJLAGEN

FORMULIEREN VAN INDIENING VAN EEN OFFERTE

1. VENNOOTSCHAP

De vennootschap, waarvan de zetel gevestigd is te, ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer, geldig vertegenwoordigd door, in deze functie benoemd door, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van die zich hoofdelijk garant stelt voor genoemde vennootschap, (en), verbindt zich onherroepelijk tot de aankoop van het onroerend goed gelegen voor de som van (in letters en voluit geschreven) EUR.

Wij hebben kennisgenomen van het feit dat het College van Burgemeester en Schepenen een beslissing zal nemen over welke offerte aanvaard wordt binnen de 15 kalenderdagen na de dag van het onderzoek of van de zitting van hoger bod.

Wij hebben kennisgenomen van het feit dat vanaf deze beslissing de verkoop gesloten en voltrokken is volgens de voorwaarden vermeld in het ontwerp van de verkoopovereenkomst.

Wij bevestigen de nauwkeurigheid van de gegevens opgenomen in de documenten vermeld in artikel 8 van het reglement.

Wij verbinden ons ertoe, indien het College van Burgemeester en Schepenen deze offerte aanvaardt, om binnen 15 kalenderdagen na de ontvangst van het aangetekend schrijven dat ons op de hoogte stelt van die beslissing, 10 % van de verkoopprijs te storten op rekeningnummer.....

Wij hebben kennisgenomen van het gehele dossier dat genoemd wordt in artikel 6 van het reglement voor de procedure voor een onderhandse verkoop van de gemeentelijke onroerende goederen.

Opgemaakt te, op .../.../.....

Handtekeningen voorafgegaan door de vermelding « gelezen en goedgekeurd » :

2. EEN PERSOON

Ik ondergetekende, Mijnheer/Mevrouw*, verbindt mij onherroepelijk tot de aankoop van het onroerend goed gelegen voor de som van (in letters en voluit geschreven) EUR.

Ik heb kennisgenomen van het feit dat het College van Burgemeester en Schepenen een beslissing zal nemen over welke offerte aanvaard wordt binnen de 15 kalenderdagen na de dag van het onderzoek of van de zitting van hoger bod.

Ik heb kennisgenomen van het feit dat vanaf deze beslissing de verkoop gesloten en voltrokken is volgens de voorwaarden vermeld in het ontwerp van de verkoopovereenkomst.

Ik bevestig de nauwkeurigheid van de gegevens opgenomen in de documenten vermeld in artikel 8 van het reglement.

Ik verbind mij ertoe, indien het College van Burgemeester en Schepenen deze offerte aanvaardt, om binnen 15 kalenderdagen na de ontvangst van het aangetekend schrijven dat ons op de hoogte stelt van die beslissing, 10 % van de verkoopprijs te storten op rekeningnummer.....

Ik heb kennisgenomen van het gehele dossier dat genoemd wordt in artikel 6 van het reglement voor de procedure voor een onderhandse verkoop van de gemeentelijke onroerende goederen.

Opgemaakt te, op .../.../.....

Handtekening voorafgegaan door de vermelding « gelezen en goedgekeurd » :

*Schrappen wat niet past.

3. MEERDERE PERSONEN

Wij ondergetekenden, Mijnheer/Mevrouw*..... en Mijnheer/Mevrouw*....., verbinden ons onherroepelijk tot de aankoop van het onroerend goed gelegen voor de som van (in letters en voluit geschreven) EUR.

Wij hebben kennisgenomen van het feit dat het College van Burgemeester en Schepenen een beslissing zal nemen over welke offerte aanvaard wordt binnen de 15 kalenderdagen na de dag van het onderzoek of van de zitting van hoger bod.

Wij hebben kennisgenomen van het feit dat vanaf deze beslissing de verkoop gesloten en voltrokken is volgens de voorwaarden vermeld in het ontwerp van de verkoopovereenkomst.

Wij bevestigen de nauwkeurigheid van de gegevens opgenomen in de documenten vermeld in artikel 8 van het reglement.

Wij verbinden ons ertoe, indien het College van Burgemeester en Schepenen deze offerte aanvaardt, om binnen 15 kalenderdagen na de ontvangst van het aangetekend schrijven dat ons op de hoogte stelt van die beslissing, 10 % van de verkoopprijs te storten op rekeningnummer.....

Wij hebben kennisgenomen van het gehele dossier dat genoemd wordt in artikel 6 van het reglement voor de procedure voor een onderhandse verkoop van de gemeentelijke onroerende goederen.

Opgemaakt te, op .../.../.....

Handtekeningen voorafgegaan door de vermelding « gelezen en goedgekeurd » :

*Schrappen wat niet past.

AKTE VAN ONDEELBARE BORG OP EERSTE VERZOEK

NAAM/VOORNAAM/ADRES van de borg of zijn/haar vertegenwoordiger

.....

..... (indien van toepassing, als de borg gehuwd is) en zijn/haar echtgenote/echtgenoot Mevrouw/de heer die deze borg aanvaardt en afziet van alle gerechtelijke vorderingen tot vernietiging daarvan.

BENAMING/MAATSCHAPPELIJKE ZETEL als de borg een rechtspersoon is.....

Hieronder de onderaan de pagina aangegeven vermelding [\[1\]](#) met de hand overschrijven en aanvullen :

.....

Ik zie uitdrukkelijk af van het voorrecht van uitwinning en schuldsplitsing.

Ik verklaar kennis genomen te hebben van het gehele reglement voor de procedure voor een onderhandse verkoop van de gemeentelijke onroerende goederen en alle andere in dit reglement genoemde documenten.

Opgemaakt te, op .../.../..... in evenveel exemplaren als het aantal borgen.

Handtekening (te laten legaliseren bij het gemeentebestuur van uw woonplaats) voorafgegaan door de handgeschreven vermelding “Gelezen en goedgekeurd” en “Goed voor ondeelbare borg ten bedrage vanEUR (in letters en voluit geschreven) ter uitvoering van de betalingsverplichtingen die voortvloeien uit genoemde offerte” door de borg en, indien van toepassing, zijn/haar echtgenote/echtgenoot:

*Schrappen wat niet past.

[1] Door mij op eerste verzoek borg te stellen voor ... tot een bedrag van ... (in cijfers) EUR ter dekking van de volledige of gedeeltelijke betaling van het offertebedrag van hogergenoemde voor de aanschaf van het goed gelegen te ... tot aan de volledige betaling van de verkoopprijs en rente voortvloeiend uit de verkoopakte van het goed gelegen te ... en voor een maximale looptijd van vijf jaar, verbind ik mij ertoe aan de schuldeiser van... alle bedragen terug te betalen die hij/zij verschuldigd mocht zijn, inclusief de vergoeding van 10 %, uit mijn eigen goederen en inkomsten indien en in zoverre ... hier niet zelf aan kan voldoen.

09.10.2019/A/0007 **Droit de préemption; acquisition du bien sis rue de la Rivière, 36 e/c.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 2019 relatif à l'établissement d'un périmètre de préemption « Brabant - Nord – Saint-Lazare » sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Vu les articles 258 à 274 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire tels que modifiés par l'Ordonnance du 19 mars 2009 portant modification du titre X du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire relative au droit de préemption ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 septembre 2003 relatif au droit de préemption ;

Vu la circulaire du 22 décembre 2015 relative à l'acquisition ou l'aliénation de droits réels;

Vu l'ordonnance Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016 relative à la revitalisation urbaine et ses arrêtés d'exécution ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 2017 approuvant le programme du contrat de rénovation urbaine numéro 2 « Brabant – Nord – Saint-Lazare » sur la commune de Saint-Josse-ten-Noode et son budget global destiné à la mise en œuvre de ce programme ;

Considérant le courrier du BUP (Bruxelles Urbanisme et patrimoine) annonçant que le bâtiment, sis rue de la Rivière 36, faisant parti du périmètre de préemption, fait objet d'une opération d'acquisition ;

Considérant que l'immeuble sis rue de la Rivière, 36 e/c est une maison de commerce au rez-de-chaussée et des logements aux étages ;

Le bien est cadastré sous la 1^{ère} division 21014, Section B contenant une surface parcellaire de 1a 40ca ;

Considérant le compromis signé pour la somme de 275.000,00€ (deux cent septante-cinq mille euros) ;

Considérant que l'acquisition pour cause d'utilité publique d'un tel bâtiment serait intéressante dans le cadre de la revitalisation du Quartier du Nord, permettant ainsi à l'autorité publique d'augmenter son offre de logements de qualité dans ce quartier, identifié comme précarisé ;

Considérant les avis favorables des services de la Rénovation Urbaine et du patrimoine Locatif ;

Considérant que si la commune décide d'exercer son droit de préemption sur un bien, elle est exemptée de soumettre le bien à une estimation de la valeur du bien.

Décide :

- D'exercer son droit de préemption sur le bâtiment sis rue de la Rivière, 36 e/c ;
- D'approuver la décision de principe d'acquérir le bâtiment précité pour un montant de 275.000,00€ ;
- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente procédure ;
- De couvrir la dépense par la formule de l'emprunt ;
- D'imputer la dépense, sous réserve de la mise à disposition du budget, à l'article 0000/712-60 du budget extraordinaire 2019.

Voorkooprecht; aankoop van het goed gelegen Rivierstraat 36 e/c.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 juli 2019 betreffende de vaststelling van een perimeter van voorkoop « Brabant - Noord – Sint-Lazarus » op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node ;

Gelet op artikelen 258 tot 274 van het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 19 maart 2009 houdende wijziging van titel X van het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening betreffende het voorkooprecht ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 september 2003 betreffende het voorkooprecht ;

Gelet op de omzendbrief van 22 december 2015 betreffende de aankoop of vervreemding van zakelijke rechten;

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 oktober 2016 betreffende de stedelijke herwaardering en haar uitvoeringsbesluiten ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 2017 tot goedkeuring van het programma van het stadsvernieuwingscontract nummer 2 « Brabant – Noord – Sint-Lazarus » over de gemeente Sint-Joost-ten-Node en zijn totaal budget bestemd voor de realisatie van dit programma ;

Overwegende de brief van BSE (Brussel Stedenbouw en erfgoed) waarin wordt aangekondigd dat het gebouw gelegen Rivierstraat 36, dat deel uitmaakt van de perimeter van voorkoop, het voorwerp uitmaakt van een aankoopoperatie ;

Overwegende dat het gebouw gelegen Rivierstraat 36 e/c een gebouw is met een handelszaak op het gelijkvloers en woningen op de verdiepingen ;

Het goed is gekadastréerd onder de 1^{ste} divisie 21014, Sectie B met een perceelsgewijze oppervlakte van 1a 40ca ;

Overwegende de ondertekende verkoopakte voor de som van 275.000,00€ (tweehonderd vijfenzeventig duizend euro) ;

Overwegende dat de aankoop ten openbare nutte van een dergelijk gebouw interessant zou zijn in het kader van de herwaardering van de Noordwijk, en tevens de overheid zou toelaten om haar aanbod van kwaliteitsvolle woningen in deze wijk, die als sociaal kwetsbaar wordt beschouwd, te vergroten ;

Overwegende de gunstige adviezen van de diensten voor Stadsvernieuwing en Huurpatrimonium ;

Overwegende dat indien de gemeente beslist om haar voorkooprecht op een goed uit te oefenen, zij vrijgesteld is van onderwerping van het goed aan een waardeschatting.

Beslist :

- Om haar voorkooprecht op het gebouw gelegen Rivierstraat 36 e/c uit te oefenen;
- Om het principebesluit goed te keuren om het voornoemde gebouw aan te kopen voor een bedrag van 275.000,00€ ;
- Om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, toe te staan om de handelingen van allerlei aard met betrekking tot deze procedure te realiseren ;
- Om de uitgave te dekken door middel van een lening ;
- Om de uitgave te boeken, onder voorbehoud van terbeschikkingstelling van het budget, op artikel 0000/712-60 van de buitengewone begroting 2019.

3 annexes / 3 bijlagen

2019-07-22 Arrêté de préemption Brabant-Nord-St-Lazare du 04.07.2019.pdf, circulaire 22 decembre 2015 relative à l'acquisition ou aliénation de droits réels.pdf, SHuissiers19092611500.pdf

09.10.2019/A/0008 **Convention prise entre l'Etat fédéral et la Commune relative à la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales ; Adoption.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'arrêté royal du 28 janvier 2014 établissant les conditions et modalités minimales pour la médiation prévue dans le cadre de la loi relative aux Sanctions administratives communales (SAC) ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juin 2019 portant octroi d'une subvention à la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode dans le cadre de la Politique des Grandes Villes ;

Considérant que le Gouvernement fédéral a décidé de mettre à la disposition des zones de police un poste de médiateur à temps plein ;

Considérant que les communes d'Evere et de Schaerbeek ont signé une convention de collaboration pour la mise en place de la médiation SAC dans la zone de police 5344 avec la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode ;

Considérant que les Communes de Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek et Evere ont un médiateur SAC commun ;

Considérant qu'aux fins de prendre en charge une partie des frais de rémunération et de fonctionnement liés à la fonction de médiateur, l'Etat fédéral alloue à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode une subvention annuelle plafonnée à 53.600,00 € ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention entre l'Etat fédéral et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, prévue par l'arrêté royal du 28 janvier 2014 sur la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Décide :

- D'approuver la convention entre l'Etat fédéral et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, prévue par l'arrêté royal du 28 janvier 2014 sur la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales reprise en annexe ;
- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à réaliser l'ensemble des actes s'y rapportant dont, et de manière non limitative, la signature de la convention précitée.

**Overeenkomst gesloten tussen de Federale Staat en de Gemeente betreffende de bemiddeling in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties ;
Goedkeuring.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 januari 2014 houdende de minimumvoorwaarden en modaliteiten voor de bemiddeling in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties, (GAS) ;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 juni 2019 houdende de toekenning van een toelage aan de stad Sint-Joost-Ten-Node in het kader van het Grootstedenbeleid ;

Overwegende dat de Federale regering beslist heeft om een betrekking van voltijds bemiddelaar ter beschikking te stellen van de politiezones ;

Overwegende dat de gemeenten Evere en Schaarbeek een samenwerkingsovereenkomst hebben ondertekend voor de invoering van GAS-bemiddeling in de politiekezone 5344 met de gemeente Sint-Joost-Ten-Node ;

Overwegende dat de Gemeenten Sint-Joost-ten-Node, Schaarbeek en Evere een gemeenschappelijke GAS-bemiddelaar hebben ;

Overwegende dat teneinde een gedeelte van de loon- en werkingskosten met betrekking tot de functie van bemiddelaar ten laste te nemen, de Federale staat aan de Gemeente Sint-Joost-ten-Node een jaarlijkse subsidie uitkeert van maximum 53.600,00 € ;

Overwegende bijgevolg dat er een overeenkomst dient te worden gesloten tussen de Federale staat en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, voorzien door het koninklijk besluit van 28 januari 2014 houdende de bemiddeling in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- Om de overeenkomst goed te keuren tussen de Federale staat en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, voorzien door het koninklijk besluit van 28 januari 2014 houdende de bemiddeling in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties opgenomen in de bijlage ;
- Om het College van Burgemeester en Schepenen toe te staan alle bijbehorende handelingen te realiseren waaronder, niet-exhaustief, de ondertekening van de voornoemde overeenkomst.

1 annexe / 1 bijlage

20190906-projet-convention-subvention-bilingue.pdf

Location d'une solution informatique pour la gestion des sanctions administratives communales, des amendes de stationnement et des cartes riverains ; Approbation des conditions et du mode de passation ; Procédure négociée directe avec publication préalable ; estimation de 193.600,00 € TVAC

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 221.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2019/3765 relatif au marché "Location d'une solution informatique pour la gestion des sanctions administratives communales, des amendes de stationnement et des cartes riverains / Huur van een IT-oplossing voor het beheer van gemeentelijke administratieve sancties, parkeerboetes en bewonerskaarten" établi par le Département administratif des marchés publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 160.000,00 € hors TVA ou 193.600,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget de l'année 2020 et suivantes, aux articles 1390/123-13 et 1390/742-53 ;

Décide

- d'approuver le cahier des charges N° 2019/3765 et le montant estimé du marché "Location d'une solution informatique pour la gestion des sanctions administratives communales, des amendes de stationnement et des cartes riverains / Huur van een IT-oplossing voor het beheer van gemeentelijke administratieve sancties, parkeerboetes en bewonerskaarten", établis par le Département administratif des marchés publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 160.000,00 € hors TVA ou 193.600,00 €, 21% TVA comprise.

- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

- de financer cette dépense par le crédit inscrit au de l'année 2020 et suivantes, aux articles 1390/123-13 et 1390/742-53.

Huur van een IT-oplossing voor het beheer van gemeentelijke administratieve sancties, parkeerboetes en bewonerskaarten ; Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze ; Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande

bekendmaking ; raming van 193.600,00 € btw inbegrepen

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 1° (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 221.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Huur van een IT-oplossing voor het beheer van gemeentelijke administratieve sancties, parkeerboetes en bewonerskaarten” een bestek met nr. 2019/3765 werd opgesteld door het Administratief departement overheidsopdrachten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 160.000,00 € excl. btw of 193.600,00 € incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in de begroting voor het jaar 2020 en volgende, in de artikelen 1390 / 123-13 en 1390 / 742-53 ;

Beslist :

- goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2019/3765 en de raming voor de opdracht “Huur van een IT-oplossing voor het beheer van gemeentelijke administratieve sancties, parkeerboetes en bewonerskaarten”, opgesteld door het Administratief departement overheidsopdrachten. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 160.000,00 € excl. btw of 193.600,00 € incl. 21% btw.

- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

- de aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

- de uitgave voor deze opdracht is voorzien in de begroting voor het jaar 2020 en volgende, in de artikelen 1390 / 123-13 en 1390 / 742-53.

09.10.2019/A/0010 **Avis sur le projet de plan Régional de Mobilité « Good Move ».**

Mesdames, Messieurs,

Vu le Plan régional de mobilité (PRM) IRIS 2 actuellement en vigueur, approuvé par le

Gouvernement bruxellois le 9 septembre 2010 ;

Vu l'ordonnance du 26 juillet 2013 instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité ;

Vu la décision du Collège du 7 juin 2017 relatif à l'étude du Plan Régional de Mobilité ;

Attendu que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé, en date du 4 avril 2019, le PRM Good Move, instrument stratégique, d'orientation et d'application de la politique de mobilité régionale, troisième PRM de la lignée visant globalement la période 2020-2030 ;

Attendu que le PRM est défini par l'Ordonnance instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant certaines dispositions ayant un impact en matière de mobilité, du 26 juillet 2013 (MB du 03/09/2013) ; communément appelée « Ordonnance Mobilité de 2013 » ;

Attendu que ce plan s'inscrit dans les plans stratégiques à valeur indicative qui s'imposent à toutes les entités administratives dépendantes de la Région ;

Attendu qu'en vertu de l'Ordonnance du 26 juillet 2016, les effets de ce plan sont les suivants :

- l'Ordonnance donne une valeur réglementaire aux volets réglementaires du PRM, les autres dispositions du plan comprises dans les volets stratégiques étant quant à elles, indicatives ;
- l'article 11 de l'Ordonnance précise que « le plan communal de mobilité respecte les volets réglementaires du PRM et s'inscrit dans les orientations des volets indicatifs du PRM » ;

Considérant qu'en vertu de l'Ordonnance du 26 juillet 2013 et de l'Ordonnance du 18 mars 2004 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, le projet de PRM Good Move ainsi que le rapport sur les incidences environnementales s'y rapportant sont soumis à une enquête publique du 17 juin 2019 au 17 octobre 2019 inclus, sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Conformément à l'art 8 §2 de l'Ordonnance du 26 juillet 2013, la procédure d'élaboration du PRM est identique à celle du plan régional d'affectation du sol consacrée aux articles 25 et 26 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire soit : « Le Gouvernement soumet le projet de plan et le rapport sur les incidences environnementales ou, le cas échéant, les documents, avis et décisions (...), simultanément aux avis visés à l'alinéa 2 et à l'enquête publique. (...) Les avis sollicités par le Gouvernement sont envoyés à celui-ci dans le délai suivant : (...) septante-cinq jours pour les conseils communaux. » ;

Considérant que cette période d'enquête publique a été prolongée à une durée de 120 jours en raison de la période de vacances scolaires d'été ;

Considérant que le dossier mis à l'enquête publique (documents ci-joints) comprend :

- le projet de PRM Good Move ;
- les annexes du projet de PRM Good Move ;
- la synthèse du PRM Good Move ;
- le rapport sur les incidences environnementales (RIE) ;
- les annexes du RIE ;

Considérant la demande d'avis au Conseil communal, formulée par le Gouvernement par courrier ;

Considérant que ce courrier de Bruxelles Mobilité demande d'envoyer l'avis de la commune sur le PRM au plus tard le 17 octobre ;

Vu que l'avis de la commune de Saint-Josse-ten-Noode sur le PRM fait partie intégrante de la présente délibération ;

Vu l'article 117 de la loi communale ;

Nous vous proposons, Mesdames, Messieurs,

- d'émettre un avis favorable sur le PRM Good Move sous les conditions exposées ci-après :

- Privilégier l'aménagement des voiries par la création de dos d'ânes ou de casses-vitesse à la mise en place d'une zone 30 généralisée sans tenir compte des spécificités propres à certaines communes, quartiers ou voiries ;

- Prioriser les moyens à la sécurité routière par l'aménagement des voiries (réasphaltage, séparation nette des trottoirs et voiries, protection des piétons circulant sur les trottoirs par des moyens physiques tels des potelets, etc) plutôt qu'à simplement vouloir élargir le concept de zone 30 à l'ensemble du territoire régional sans adapter les voiries ;

- Privilégier les zones 30 à des quartiers ou voiries résidentielles et exempter les voiries qui ont un plus grand gabarit et qui peuvent accepter une circulation automobile plus dense ;

- Demander la mise en place d'une étude sur les incidences sur les voiries locales, y compris sur les impacts sur la sécurité et l'environnement en raison du risque de report du trafic sur les voiries locales ;

- Prévoir des moyens financiers supplémentaires pour améliorer la qualité de l'air due au fait que les véhicules pollueront davantage à 30 km/h qu'à 50 km/h ;

- Refuser la suppression de places de stationnement en voirie tout en s'inscrivant dans la volonté de développer une offre de stationnement alternative en raison du fait que la Commune de Saint-Josse-ten-Noode a le taux de place de stationnement par habitant le plus bas de Région avec 14 places pour 100 habitants alors que le taux régional est de 20 pour 100 habitants ;

- Allouer des moyens financiers aux communes qui modernisent et rénovent leurs parkings souterrains en prévoyant notamment des zones de parcages sécurisées pour les vélos et les nouveaux modes de déplacement ;

- Prévoir une réelle alternative de mobilité interrégionale à la voiture et cesser de faire porter le poids des changements d'habitude en matière de mobilité uniquement sur les bruxellois sans tenir compte des flux de déplacements des non-bruxellois entrant ou sortant de la Région quotidiennement alors que ces déplacements ont un impact important sur la mobilité à Bruxelles ;

- Mettre en place une étude sur les impacts socio-économiques d'une mesure telle que la sortie des moteurs thermiques et prévoir des mesures d'accompagnement financier pour les ménages les plus impactés par cette mesure et notamment ceux disposant de peu de ressources financières ;

- Privilégier la sécurité routière à la sacro-sainte « amélioration de la vitesse commerciale » des transports publics et selon l'adage que rien ne sert de courir mais qu'il suffit de partir à temps, il convient plutôt que de vouloir rouler vite au détriment des autres usagers de la route mais également de la sécurité des chauffeurs et utilisateurs de disposer d'une

plus grande flotte de véhicules de transports en commun qui desservent mieux et plus fréquemment toute la Région ;

- Veiller à ce que l'ensemble des transports publics (STIB, DE LIJN, TEC et SNCB) collaborent davantage au bénéfice des voyageurs notamment par une plus grande multimodalité mais également par un système de billetterie identique qui permet de passer facilement d'une ligne à l'autre et d'un réseau à l'autre ;

- Veiller à garantir la confidentialité et la sécurité des données personnelles des utilisateurs dans la mise en œuvre du MAAS : Mobiliy as a Service qui a pour ambition de faciliter la vie des usagers de transports en commun en mettant à leur disposition une application pour rechercher des itinéraires et les réserver en un clic ;

- Garantir l'autonomie communale dans la conception des projets sur l'espace public car seules les autorités les plus proches du terrain et des citoyens connaissent les spécificités locales d'un quartier ou d'une voirie mais également les conséquences de projets sur la vie de ce quartier ;

- Mieux réguler et encadrer les alternatives de mobilité confiées à des opérateurs privés de mobilité partagée. En effet, l'absence de gestion par les pouvoirs de ces nouveaux types de mobilité créent du désordre et constituent un réel danger pour les piétons mais également pour les utilisateurs de ces engins ;

- Prendre en compte les préoccupations relayées par les commerçants des zones concernées par la création d'une magistrale piétonne (axe Stalingrad, Rogier, Progrès, Brabant et Liedts) et garantir l'accessibilité des commerces tant pour les livraisons que pour les chalands ;

- de transmettre le présent avis à Bruxelles Mobilité au plus tard le 17 octobre 2019.

Advies over het ontwerp van Regionaal Mobiliteitsplan « Good Move ».

6 annexes / 6 bijlagen

2019-06-14 Avis d'Enquête Publique affiché NL.pdf, 2019-06-14 Plan Régional Mobilité.pdf, 2019-06-17 DC Ouverture d'Enquête Publique.pdf, 2019-06-14 Plan Régional Mobilité NL.pdf, 2013-07-26 Ordonnance - planification-mobilite.pdf, 2019-06-14 Avis d'Enquête Publique affiché FR.pdf

09.10.2019/A/0011 Avis sur le projet de Plan Directeur d'aménagement (PAD) sur la rue de la Loi .

Mesdames, Messieurs,

La Région Bruxelloise met à l'enquête publique un plan d'aménagement directeur concernant la rue de la Loi. Il s'agit d'un cadre planologique permettant une transformation progressive du tissu urbain et qui donne un programme des affectations, la structuration des voiries, des espaces publics et du paysage, les caractéristiques des constructions....

Ce outil permettra de mettre en œuvre le projet de manière graduelle en fonction des opérateurs et de l'évolution des mesures de mobilité.

La rue de la Loi est actuellement considérée comme une rue « canyon », constituant une barrière entre les quartiers de Saint-Josse et ceux de Bruxelles-Ville. C'est une des voies

d'entrée principale dans la ville. Les immeubles sont monofonctionnel, à usage quasi exclusif de bureaux et les rez-de-chaussée ne sont pas animés.

Les enjeux principaux du présent PAD sont les suivants :

- Augmenter la mixité fonctionnelle du quartier en y introduisant des commerces et des équipements
- Créer de nouveaux cheminements Nord-sud en vidant les intérieurs d'îlot et en créant de nouvelles places publiques
- Favoriser les implantations de la Commission Européenne dans le quartier.

Pour ce qui est de la mixité fonctionnelle, les bureaux sont actuellement représentés à 92 %. Le PAD envisage de diminuer la part des bureaux à 60 % et de prévoir minimum 25% de logements, 10% d'équipements et commerces et 5% d'hôtel. Ces pourcentages pouvant varier d'un îlot à l'autre (plus de logement vers le pôle « Central » et plus de bureaux vers le pôle Maelbeek, principale localisation des bureaux de la Commission. Le Gouvernement entendant ainsi conforter l'implantation de la commission européenne dans le quartier.

Le volet stratégique du PAD prévoit « un quartier dynamique et international, mixte et convivial, durable et innovant. Ce volet prévoit les performances environnementales à atteindre, les caractéristiques des constructions et l'aménagement des espaces publics et des intérieurs d'îlot.

En matière environnementale, le PAD vise l'amélioration des performances énergétiques, la limitation de l'impact du quartier sur la qualité de vie et le renforcement de la présence d'espace naturel.

En ce qui concerne les bâtiments, le PAD prévoit dans son volet réglementaire 3 gabarits différents sur les îlots avec une hauteur maximale de 24 m le long des voiries (8 niveaux) et une hauteur moyenne de 40 m (13 niveaux) pour le centre de l'îlot de sous dans les îlots avec implantation de la Communauté européenne où une hauteur de 55 m sera autorisée (18 niveaux). L'emprise maximale autorisée par îlot sera de 60% avec création de passage au sein des îlots pour relier les quartier de Saint-Josse et le quartier Léopold.

En matière d'incidences pour Saint-Josse :

Architecture : à part la perspective depuis la rue des Deux Eglises, les modifications de gabarits ne devraient avoir aucune influence sur notre commune. D'autre part, la création d'espaces ouverts traversant les intérieurs d'îlots, à condition qu'ils soient suffisamment larges et suffisamment bien aménagés seront profitables à la convivialité entre quartier.

Mobilité :

Cycliste : pour les cyclistes, la rue des deux Eglises constitue la connexion naturelle entre la rue de la Loi et la place Saint-Josse. Cependant, il n'existe à cet endroit aucun itinéraire cycliste régional.

En matière de stationnement, le nombre d'emplacements de parking pour les immeubles de bureaux devraient être réduit en application du COBRACE, les nouveaux logements pourraient profiter des espaces libérés. D'autre pareil, il est envisagé de supprimer le stationnement en voirie dans les perpendiculaires à la rue de la Loi. On peut craindre alors

des reports de stationnement en voirie vers le bas de saint-Josse qui est déjà sur-saturée en matière de stationnement.

D'autre part, la trafic sur la rue de la Loi devrait être réduit mais sans mesure supplémentaires en matière de mobilité, cela va accroître la pression automobile sur les quartiers d'habitation.

Socio-économique :

Le PAD prévoit la création de nouveaux logements et de nouveaux équipements ainsi que des commerces. Ce nouveau quartier risque d'avoir une influence sur les loyers des biens environnants et la proximité des institutions européennes peut encore accentuer le processus de gentrification au dépend d'une population moins aisée.

Sol et sous-sol :

La rue de la Loi se situe perpendiculairement à la vallée du Maelbeek, en particulier pour la partie à côté des squares. La construction de nouveaux ouvrages souterrains seraient susceptibles de perturber la nappe et d'engendrer des mouvements de terrain le long du Maelbeek.

En conséquence, nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à émettre l'avis suivant:

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capital du 16/05/2019 adoptant le projet plan d'aménagement directeur « Loi »

Vu le rapport sur les incidences environnementales établi sur ce projet;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et notamment, ses articles 30/1 à 30/11 insérés par l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes ;

Considérant que le projet de plan vise le réaménagement d'un quartier riverain de la Commune de Saint-Josse

Décide:

D'émettre un avis favorable sur le projet de plan d'aménagement directeur « Loi » sous réserve des remarques suivantes :

- Si des traversées d'îlots sont créées afin de désenclaver la rue de la Loi et de reconnecter le quartier Léopold avec le quartier de la place Saint-Josse, il faut que celles-ci soient suffisamment qualitative en matière d'aménagement, en particulier de sécurité et de convivialité
- La possibilité d'un itinéraire cyclable sur la rue des Deux Eglises pour relier le quartier Européen à la place Saint-Josse devrait être étudié
- Des mesures doivent être prises en matière de stationnement en faveur des habitants du quartier afin d'éviter le report en voirie sur le territoire de Saint-Josse si on supprime des emplacements de stationnements dans les voiries délimitant les îlots concernés par le PAD
- Des mesures en terme de diminution du trafic doivent être prises à l'échelle régionale et visiblement suivies d'effets avant de diminuer la largeur de la rue de la Loi afin d'éviter le report du trafic sur les voiries locales
- Des mesures d'accompagnement sociales doivent être prises par la Région afin d'éviter la gentrification du quartier et des aides devront être fournies pour

maintenir les habitants moins aisés

- Prévoir des études d'impact sur le flux des eaux avant la réalisation d'ouvrages souterrains importants.

Advies over het ontwerp van Richtplan van aanleg (RPA) betreffende de Wetstraat .

Dames en Heren,

Het Brussels Gewest onderwerpt een richtplan van aanleg met betrekking tot de Wetstraat aan een openbaar onderzoek. Het betreft een planologisch kader, dat een progressieve transformatie mogelijk maakt van het stedelijk weefsel en een programma levert voor de bestemmingen, de structurering van de wegen, de openbare ruimten en het landschap, de bouwkenmerken....

Dit instrument zal toelaten om het project geleidelijk te verwezenlijken in functie van de operatoren en van de evolutie van de mobiliteitsmaatregelen.

De Wetstraat wordt momenteel beschouwd als een « kloofstraat », die een grens vormt tussen de wijken van Sint-Joost en die van Brussel-Stad. Het is één van de voornaamste toegangswegen van de stad. De gebouwen zijn monofunctioneel, vrijwel uitsluitend voor kantoorgebruik en de benedenverdiepingen liggen er verlaten bij.

De voornaamste uitdagingen van dit RPA zijn de volgende :

- Verhogen van de functionele mix van de wijk door er handelszaken en voorzieningen te introduceren
- Inrichten van nieuwe Noord-Zuidwegen door de binnenterreinen van woonblokken leeg te maken en nieuwe openbare pleinen te creëren
- Bevorderen van de inplantingen van de Europese Commissie in de wijk.

Voor wat de functionele mix betreft, zijn kantoren momenteel voor 92 % vertegenwoordigd. Het RPA beoogt het kantoorgedeelte te verminderen naar 60 % en minimum 25% aan woningen te voorzien, 10% voorzieningen en handelszaken en 5% hotels. Deze percentages kunnen variëren naargelang het huizenblok (meer woningen naar de « Centrale » pool toe en meer kantoren in de richting van Maalbeek, de voornaamste locatie voor de kantoren van de Commissie. Op die manier tracht de Regering de vestiging van de Europese commissie in de wijk te versterken.

Het strategische luik van het RPA voorziet « een dynamische en internationale, gemengde en aangename, duurzame en innoverende wijk. Dit luik bepaalt de te bereiken milieuprestaties, de bouwkenmerken en de inrichting van de openbare ruimten en de binnenterreinen van woonblokken.

Inzake milieu beoogt het RPA de verbetering van de energieprestaties, de beperking van de impact van de wijk op de leefkwaliteit en de versterking van de aanwezigheid van natuurlijke ruimte.

Met betrekking tot gebouwen voorziet het RPA in zijn reglementaire luik 3 verschillende bouwprofielen op de woonblokken met een maximale hoogte van 24 m langs de wegen (8

verdiepingen) en een gemiddelde hoogte van 40 m (13 verdiepingen) voor het midden van het huizenblok met beneden inplanting van de Europese commissie waar een hoogte van 55 m zal worden toegestaan (18 verdiepingen). De maximaal toegestane ingenomen ruimte per huizenblok zal 60% bedragen met inrichting van doorgangen binnen de woonblokken om de wijken van Sint-Joost en de Leopoldwijk met elkaar te verbinden.

Wat betreft de gevolgen voor Sint-Joost :

Architectuur : afgezien van het uitzicht vanaf de Tweekerkenstraat zouden de wijzigingen van bouwprofielen geen enkele weerslag hebben op onze gemeente. Anderzijds zal de aanleg van open ruimten doorheen de binnenterreinen van woonblokken, op voorwaarde dat ze voldoende breed zijn en goed ingericht zijn, gunstig zijn voor de aangename verbinding tussen de wijken.

Mobiliteit :

Fietsers : voor de fietsers vormt de Tweekerkenstraat de natuurlijke verbinding tussen de Wetstraat en het Sint-Joostplein. Echter, op deze plaats bestaat er geen enkel gewestelijk fietstraject.

Aangaande het parkeren zou het aantal parkeerplaatsen voor de kantoorgebouwen moeten worden verminderd in toepassing van het BWLKE, de nieuwe woningen zouden kunnen genieten van de vrijgekomen plaatsen. Daarnaast wordt overwogen om het parkeren op de weg te schrappen in de straten loodrecht op de Wetstraat. Er kan dus worden gevreesd voor verschuiven van het parkeren op de weg naar het zuiden van Sint-Joost dat reeds verzadigd is op het vlak van parkeren.

Anderzijds zou het verkeer op de Wetstraat moeten worden teruggedrongen maar zonder bijkomende maatregelen inzake mobiliteit, dit zal de verkeersdruk op de woonwijken verhogen.

Sociaal-economisch :

Het RPA voorziet de oprichting van nieuwe woningen en nieuwe voorzieningen als ook van handelszaken. Deze nieuwe wijk dreigt een invloed te hebben op de huurprijzen van de omliggende gebouwen en de nabijheid van de Europese instellingen kan dit proces van gentrificatie nog versterken ten koste van de minder welgestelde bevolking.

Bodem en ondergrond :

De Wetstraat bevindt zich loodrecht op de vallei van de Maalbeek, vooral het gedeelte langs de squares. De bouw van nieuwe ondergrondse werken zou de grondlaag kunnen verstoren en bewegingen van het terrein kunnen veroorzaken langs de Maalbeek.

Bijgevolg nodigen wij u uit, Dames en Heren, om volgend advies uit te brengen:

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16/05/2019 tot goedkeuring van het ontwerp van het richtplan van aanleg « Wet »

Gelet op het milieueffectenrapport opgesteld over dit project;

Gelet op het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en inzonderheid artikelen 30/1 tot 30/11 ingevoerd door de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen ;

Overwegende dat het planontwerp de herinrichting beoogt van een bewonerswijk van de Gemeente Sint-Joost

Beslist:

Om een gunstig advies uit te brengen over het ontwerp van richtplan van aanleg « Wet » onder voorbehoud van de volgende opmerkingen :

- Indien er oversteken van woonblokken worden aangelegd om de Wetstraat te ontsluiten en om de Leopoldwijk en de wijk van het Sint-Joostplein opnieuw met elkaar te verbinden, dienen deze voldoende kwalitatief te zijn op het vlak van inrichting, vooral qua veiligheid en aangename omgeving
- De mogelijkheid van een fietstraject in de Tweekerkenstraat om de Europese wijk met het Sint-Joostplein te verbinden, zou moeten worden bestudeerd
- Er dienen maatregelen te worden genomen inzake parkeren ten gunste van de inwoners van de wijk om de verschuiving van het parkeren op de weg op het grondgebied van Sint-Joost te vermijden, wanneer men parkeerplaatsen op de weg schrapt die de in het RPA bedoelde woonblokken afbakenen
- Maatregelen voor het terugdringen van het verkeer dienen op gewestelijke schaal te worden genomen en zichtbaar te worden ingevoerd alvorens de breedte te verminderen van de Wetstraat teneinde de verschuiving van het verkeer naar de lokale wegen te vermijden
- Er moeten sociale begeleidingsmaatregelen worden genomen door het Gewest teneinde gentrificatie van de wijk te vermijden en er moet steun worden geboden om de minder welgestelde inwoners te behouden
- Studies voorzien rond de impact op de waterstromen vóór de uitvoering van grote ondergrondse werken.

*1 annexe / 1 bijlage
190806_Loi.pdf*

09.10.2019/A/0012 **Service de la Mobilité: convention ; petits travaux d'infrastructure visant la sécurisation des rues.**

Le Conseil,

Vu la décision du Collège du 21 décembre 2018 de l'extension du projet de sécurisation des abords des écoles, aux écoles voisines de l'école Sint-Joost-aan-Zee ;

Considérant qu'une partie des moyens financiers du Fonds de sécurité routière est utilisé pour la réalisation de modestes travaux d'infrastructure, dans le but de résoudre des problèmes sur les voiries communales ;

Considérant que la Région subsidie donc les communes qui voudraient réaliser ce type de travaux aux abords des écoles ;

Vu la décision du Collège du 29 janvier 2019 relative à la demande de subsides correspondante ;

Considérant que la demande correspondante a été introduite auprès de la Région le 28

janvier 2019 ;

Vu le projet de convention transmis par la Région;

Considérant que les rues reprises dans la convention sont: rue de la Limite, rue Van Bommel et rue de l'Abondance ;

Décide :

- d'approuver la convention de subsides, liée aux petits travaux d'infrastructure pour la sécurisation des rues scolaires;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Échevins de l'exécution de la délibération du Conseil et de signer la convention.

Dienst Mobiliteit: overeenkomst ; kleine infrastructuurwerken voor straatveiligheid.

De Raad,

Gelet op de beslissing van het College van 21 december 2018 voor de uitbreiding van het veiligheidsproject van de omgeving van de scholen, naar de nabij gelegen scholen van de school Sint-Joost-aan-Zee ;

Overwegende dat een gedeelte van de financiële middelen van het Verkeersveiligheidsfonds wordt gebruikt voor de realisatie van kleine infrastructuurwerken, met het doel om de problemen op de gemeentelijke wegen op te lossen ;

Overwegende dat het Gewest dus de gemeenten subsidieert die dit type van werken zouden willen realiseren in de omgeving van de scholen ;

Gelet op de beslissing van het College van 29 januari 2019 met betrekking tot de bijbehorende subsidieaanvraag ;

Overwegende dat de bijbehorende aanvraag werd ingediend bij het Gewest op 28 januari 2019 ;

Gelet op het ontwerp van overeenkomst doorgezonden door het Gewest;

Overwegende dat de straten opgenomen in de overeenkomst zijn: Grensstraat, Van Bommelstraat en Overvloedstraat ;

Beslist :

- om de subsidieovereenkomst goed te keuren met betrekking tot kleine infrastructuurwerken voor de veiligheid van de schoolstraten;
- om het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van de beraadslaging van de Raad en de ondertekening van de overeenkomst.

6 annexes / 6 bijlagen

2019-03-04 DC Signé.pdf, 2019-05-29 Rapport Convention - petits travaux

d'infrastructure.pdf, 2019-05-06 Convention FR.pdf, 2019-05-06 Convention NL.pdf,

2019-01-15 DC - Extension du projet.pdf, 2019-01-28 Dossier complet pour subsides à la Région.pdf

09.10.2019/A/0013 **Comptes communaux - Exercice 2018; approbation.**

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter pour approbation le compte budgétaire 2018 ainsi

que le bilan et le compte de résultats, qui présente à l'analyse les résultats se trouvant ci-dessous :

<i>Bilan</i>	ACTIF	PASSIF
	291.735.264,50 €	291.735.264,50 €

<u><i>Compte de résultats</i></u>	CHARGES (C)	PRODUITS (P)	RESULTAT (C)
Résultat courant rubr. II et II'	80.184.952,36	85.803.358,21	5.61
Résultat d'exploitation (1) rubr VI & T'	86.916.837,68	98.923.643,54	12.00
Résultat exceptionnel (2) rubr. X et X'	1.921.839,28	1.521.562,90	-40
Résult. de l'exercice (1+2) rubr. XII et XII'	88.838.676,96	100.445.206,44	11.60

Résultats budgétaires

	Ordinaire	Extraordinaire
Droits constatés (1)	92.089.317,04	63.437.531,0
Non Valeurs (2)	553.065,99	
Engagements (3)	84.280.537,00	54.901.254,0
Imputations (4)	81.219.541,64	17.501.205,0
Résultat budgétaire (1 – 2 – 3)	7.255.714,05	8.536.276,0
Résultat comptable (1 – 2 – 4)	10.316.709,41	45.936.325,8
Engagements à reporter (3-4)	3.060.995,36	37.400.048,9

Par ailleurs les prévisions contenues dans le budget modifié ordinaire propre à l'exercice 2018 ont été exécutées comme suit :

Prévisions de recettes du budget	85.395.860,45	
Droits constatés nets au compte	86.027.865,08	100,07 %
Prévisions de dépenses au budget	88.183.648,61	

Dépenses engagées au compte	81.960.149,11	92,94 %
-----------------------------	---------------	---------

Le compte budgétaire de 2018 se clôture donc à l'exercice propre par un boni de 4.067.715,97 € alors que le budget modifié prévoyait un mali de 2.787.788,16 €.

Ce boni est principalement le fruit d'une balance entre :

- d'une part, un très bon résultat au niveau des taxes et additionnels communaux (+ 1.765.000 € par rapport aux prévisions dont 880.000 € pour les additionnels communaux au précompte immobilier repris depuis 2018 par la Région);
- et d'autre part, une réduction de la dotation au CPAS de St-Josse-ten-Noode suite à un contrôle approfondi effectué par notre Département des Finances (- 4.128.000 €).

Gemeentelijke rekeningen – Dienstjaar 2018; goedkeuring.

Mevrouwen, Mijne Heren,

Wij hebben de eer u de begrotingrekening 2018 voor te leggen om goedkeuring, alsmede de balans en de resultatenrekening, de welke bij analyse, de volgende resultaten opleveren :

<u>Balans</u>	Actief	Passief
	291.735.264,50 €	291.735.264,50 €

<u>Resultatenrekening</u>	KOSTEN (K)	OPBRENGSTEN I (O)
Courant resultaat rubr. II et II'	80.184.952,36	85.803.358,21
Bedrijfsresultaat (1) rubr VI & VI'	86.916.837,68	98.923.643,54
Uitzonderlijk resultaat (2) rubr. X et X'	1.921.839,28	1.521.562,90
Result. v/h dienstjaar (1+2) rubr. XII & XII'	88.838.676,96	100.445.206,44

Budgettaire rekeningen

	Gewoon	Buitengewoon
Vastgestelde rechten (1)	92.089.317,04	63.437.531,00
Oninvorderbaarheden (2)	553.065,99	-

Vastgelegde uitgaven (3)	84.280.537,00	54.901.254,11
Aanrekeningen (4)	81.219.541,64	17.501.205,20
Begrotingsresultaat (1 – 2 – 3)	7.255.714,05	8.536.276,89
Boekhoudk. resultaat (1 – 2 – 4)	10.316.709,41	45.936.325,80
Over te dragen vastleggingen (3-4)	3.060.995,36	37.400.048,91

Bovendien werden de kredieten voorzien in de gewone gewijzigde begroting 2018 over het eigen dienstjaar als volgt uitgevoerd :

Raming v/d ontvangsten in de begroting	85.395.860,45	
Netto vastgest. rechten in de rekening	86.027.865,08	100,07 %
Raming v/d uitgaven in de begroting	88.183.648,61	
Vastgestelde uitgaven in de rekening	81.960.149,11	92,94 %

Hieruit volgt dat het eigen dienstjaar van de rekening over 2018 afsluit met een boni van 4.067.715,97 € terwijl de gewijzigde begroting een mali van 2.787.788,16 € voorspelde.

Deze boni komt hoofdelijk uit een balans tussen:

- aan de ene zijde, een zeer gunstige resultaat wat betreft de gemeentelijke belastingen en opcentiemen (+ 1.765.000 € tegenover de voorzieningen waarvan 880.000 € voor de opcentiemen op de onroerende voorheffing , geïnd door het Gewest sinds 2018);
- En aan de ander zijde, een vermindering van de dotatie aan het OCMW van St-Joost-ten-Node ingevolge een grondige controle doorgevoerd door ons Departement Financiën (- 4.128.000 €).

9 annexes / 9 bijlagen

COMPTE 2018 - Service ORDINAIRE.pdf, rapport Collège compte 2018.odt, COMPTE 2018 - Service EXTRAORDINAIRE.pdf, REKENING 2018 - GEWONE DIENST.pdf, BILAN et COMPTE de RESULTATS 2018.pdf, REKENING 2018 - BUITENGEWONE DIENST.pdf, COMPTE budgétaire 2018 - Tableaux récapitulatifs.pdf, Budgettaire REKENIG 2018 - Samenvattende tabellen.pdf, BALANS en Resultatenrekenig 2018.pdf

Le Conseil,

Attendu que l'opération « Places aux jeunes », s'adresse aux ados de 13 à 15 ans, dans le prolongement de Place aux Enfants, avec pour objectifs de vivre une expérience citoyenne et un engagement collectif ;

Considérant que la Coordination régionale de cet événement est assumée conjointement par «Atout Projet», «Brulocalis» et le Festival de l'Enfance et de la Jeunesse (FIEJ) en collaboration avec les communes participantes ;

Considérant que cette initiative est soutenue par la Région de Bruxelles-Capitale et la COCOF;

Vu l'intérêt de service Jeunesse de la commune de Saint-Josse-ten-Noode envers l'opération « Places aux jeunes » qui aura lieu le samedi 23 novembre 2019;

Attendu qu'il convient de fixer les conditions afin que celles-ci soient optimales aux termes d'une convention entre les différents acteurs de l'opération « Place aux jeunes »;

Décide:

D'autoriser la participation de la commune de Saint-Josse-ten-Noode à l'opération « Place aux jeunes », le samedi 23 novembre 2019 de 9h00 à 18h00;

D'approuver la convention pour l'année 2019 annexée à la présente délibération.

Place aux enfants; partnerovereenkomst 2019; Goedkeuring.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de operatie 'Place aux jeunes ' zich richt tot jongeren van 13 tot 15 jaar, in het verlengde van Place aux Enfants, met als doel tot het aanzetten van een burgerschap en een maatschappelijke betrokkenheid;

Overwegende dat de regionale coördinatie van dit evenement gemeenschappelijk in handen is van «AtoutProjet», «Brulocalis» en het Festival de l'Enfance et de la Jeunesse (FIEJ) in samenwerking met de deelnemende gemeenten;

Overwegende dat dit initiatief gesteund wordt door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en COCOF;

Gezien de interesse van de gemeente Sint-Joost-Ten-Node inzake het project « Places aux jeunes » dat zal plaatsvinden op zaterdag 23 november 2019;

Gezien de condities die vastgelegd moeten worden teneinde een sluitende conventie op te stellen tussen de verschillende partners die deelnemen aan « Place aux jeunes »;

Beslist:

De deelname van de gemeente Sint-Joost-Ten-Node toe te laten aan « Place aux jeunes » op zaterdag 23 november 2019 van 9 tot 18 uur;
De aan deze beslissing gehechte partnerovereenkomst voor het jaar 2019 goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

CONVENTION pour l'opération place aux Jeunes.pdf, Overeenkomst de actie Place Aux Jeunes.docx

09.10.2019/A/0015 **Marché de travaux pour le remplacement de la parlophonie et de la porte de rue des immeubles suivants: Braemt 51 et 65; Chaussée de Louvain 213, Poste 5, 14 et 23; Saint-François 4-6, 17, 17a, 29 et 36, Verte 26 et 32, Ascension 44, Botanique 1-3 et 21, Charité 16, Allée Wauters et Wauwermans 11 ; Retrait de la décision du 12 juin 2019 et prise d'une nouvelle décision suite à l'arrêté de suspension de la tutelle du 8 août 2019 - Approbation des conditions et du mode de passation ;**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2018/3586 relatif au marché "Marché de travaux pour le remplacement de la parlophonie et de la porte de rue des immeubles suivants: Braemt 51 et 65; Chaussée de Louvain 213, Poste 5, 14 et 23; Saint-François 4-6, 17, 17a, 29 et 36, Verte 26 et 32, Ascension 44, Botanique 1-3 et 21, Charité 16, Allée Wauters et Wauwermans 11" établi par le Département Propriétés Communales - Service Maintenance ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 295.885,85 € (TVA comprise) ;

Considérant que le cahier des charges N° 2018/3586 relatif au marché "Marché de travaux pour le remplacement de la parlophonie et de la porte de rue des immeubles suivants: Braemt 51 et 65; Chaussée de Louvain 213, Poste 5, 14 et 23; Saint-François 4-6, 17, 17a, 29 et 36, Verte 26 et 32, Ascension 44, Botanique 1-3 et 21, Charité 16, Allée Wauters et Wauwermans 11" a été approuvé par le Conseil Communal en date du 12 juin 2019 et

transmis à la Tutelle ;

Considérant que le cahier des charges N° 2018/3586 relatif au marché “Marché de travaux pour le remplacement de la parlophonie et de la porte de rue des immeubles suivants: Braemt 51 et 65; Chaussée de Louvain 213, Poste 5, 14 et 23; Saint-François 4-6, 17, 17a, 29 et 36, Verte 26 et 32, Ascension 44, Botanique 1-3 et 21, Charité 16, Allée Wauters et Wauwermans 11” a fait l’objet d’un arrêté de suspension de la part du Ministre du Gouvernement de la Région Bruxelloise en charge des pouvoirs locaux le 8 août 2019 ;

Considérant, dès lors, qu’il a été décidé de retirer cette décision, de modifier le dossier selon les prescriptions de l’arrêté de suspension et d’introduire une nouvelle décision relative au “Marché de travaux pour le remplacement de la parlophonie et de la porte de rue des immeubles suivants: Braemt 51 et 65; Chaussée de Louvain 213, Poste 5, 14 et 23; Saint-François 4-6, 17, 17a, 29 et 36, Verte 26 et 32, Ascension 44, Botanique 1-3 et 21, Charité 16, Allée Wauters et Wauwermans 11” ;

Considérant qu’il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l’exercice 2019, article 9220-724-60 ;

Considérant que ce crédit sera financé par emprunt ;

Décide

- d’approuver le retrait de la précédente décision du Conseil Communal du 12 juin 2019 approuvant le cahier des charges N° 2018/3586 relatif au marché “Marché de travaux pour le remplacement de la parlophonie et de la porte de rue des immeubles suivants: Braemt 51 et 65; Chaussée de Louvain 213, Poste 5, 14 et 23; Saint-François 4-6, 17, 17a, 29 et 36, Verte 26 et 32, Ascension 44, Botanique 1-3 et 21, Charité 16, Allée Wauters et Wauwermans 11” suite à l’arrêté de suspension du 8 août 2019 ;

- d’approuver la nouvelle décision relative au cahier des charges N° 2018/3586 et le montant estimé du marché “Marché de travaux pour le remplacement de la parlophonie et de la porte de rue des immeubles suivants: Braemt 51 et 65; Chaussée de Louvain 213, Poste 5, 14 et 23; Saint-François 4-6, 17, 17a, 29 et 36, Verte 26 et 32, Ascension 44, Botanique 1-3 et 21, Charité 16, Allée Wauters et Wauwermans 11” qui a été modifié selon les prescriptions de l’arrêté de suspension du 8 août 2019 ;

- d’approuver le cahier des charges N° 2018/3586 et le montant estimé du marché “Marché de travaux pour le remplacement de la parlophonie et de la porte de rue des immeubles suivants: Braemt 51 et 65; Chaussée de Louvain 213, Poste 5, 14 et 23; Saint-François 4-6, 17, 17a, 29 et 36, Verte 26 et 32, Ascension 44, Botanique 1-3 et 21, Charité 16, Allée Wauters et Wauwermans 11”, établis par le Département Propriétés Communales - Service Maintenance. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d’exécution des marchés publics. Le montant estimé s’élève à 295.885,85 € (TVA comprise).

- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

- de compléter et d’envoyer l’avis de marché au niveau national.

- de transmettre cette délibération en double exemplaire à l’autorité de tutelle en vue de l’exercice de la tutelle générale.

- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l’exercice 2019, article 9220-724-60.

Opdracht voor de vervanging van de parolofonie en de deur van de volgende gebouwen: Braemt 51 en 65, Leuvensesteenweg 211-213, Poststraat 5, 14 en 23, Sint-Franciscus 4-6, 17, 17a, 28 en 36, Groenstraat 26 en 32, Bergopstraat 44, Kruidtuin 1 en 21, Liefdadigheidsstraat 16, Allée Wauters en Wauwermans 11 ; Intrekking van besluit van 12 juni 2019 en nemen van een nieuwe beslissing na de opschortingsopdracht van de Toezicht van 8 augustus 2019 Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn wijzigingen;

Gelet op het Regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en zijn wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Opdracht voor de vervanging van de parolofonie en de deur van de volgende gebouwen: Braemt 51 en 65, Leuvensesteenweg 211-213, Poststraat 5, 14 en 23, Sint-Franciscus 4-6, 17, 17a, 28 en 36, Groenstraat 26 en 32, Bergopstraat 44, Kruidtuin 1 en 21, Liefdadigheidsstraat 16, Allée Wauters en Wauwermans 11.” een bestek met nr. 2018/3586 werd opgesteld door de Departement Gemeentelijke Eigendommen - Dienst Onderhoud;

Overwegende dat het bestek nr 2018/3586 met betrekking tot opdracht “Opdracht voor werken voor vervanging van de parlofonie en van de voordeur van de volgende gebouwen : Braemtstraat 51 en 65 ; Leuvensesteenweg 213; Poststraat 5, 14 en 23; Sint Franciscusstraat 4-6, 17, 17a, 29 en 36, Groenstraat 26 en 32, Bergopstraat 44, Kruidtuinstraat 1-3 en 21, Liefdadigheidsstraat 16, Allée Wauters en Wauwermans 11” werd goedgekeurd door de Gemeente Raad op datum van 12 juni 2019 en naar de Toezicht doorgestuurd ;

Overwegende dat het bestek nr 2018/3586 met betrekking tot opdracht “Opdracht voor werken voor vervanging van de parlofonie en van de voordeur van de volgende gebouwen : Braemtstraat 51 en 65 ; Leuvensesteenweg 213; Poststraat 5, 14 en 23; Sint Franciscusstraat 4-6, 17, 17a, 29 en 36, Groenstraat 26 en 32, Bergopstraat 44, Kruidtuinstraat 1-3 en 21, Liefdadigheidsstraat 16, Allée Wauters en Wauwermans 11” het onderwerp was van een schorsingsbevel van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen op 8 augustus 2019

Overwegende vanaf dan dat er wordt besloten deze beslissing intrekken, het dossier te wijzigen overeenkomstig met de bepalen van de schorsingsbevel en een nieuwe beslissing

met betreft de “Opdracht voor werken voor vervanging van de parlofonie en van de voordeur van de volgende gebouwen : Braemtstraat 51 en 65 ; Leuvensesteenweg 213; Poststraat 5, 14 en 23; Sint Franciscusstraat 4-6, 17, 17a, 29 en 36, Groenstraat 26 en 32, Bergopstraat 44, Kruidtuinstraat 1-3 en 21, Liefdadigheidsstraat 16, Allée Wauters en Wauwermans 11

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 295.885,85 € (BTW inclusief);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2019, op artikel 9220-724-60 van de buitengewone begroting;

Overwegende dat de financiering gebeurt met een lening;

Beslist :

- het terugtrekken van de vorige beslissing van de Gemeente Raad van 12 juni 2019 houdende goedkeuring van het bestek met nr 2018/3586 met betrekking tot opdracht “ Opdracht voor werken voor vervanging van de parlofonie en van de voordeur van de volgende gebouwen : Braemtstraat 51 en 65 ; Leuvensesteenweg 213; Poststraat 5, 14 en 23; Sint Franciscusstraat 4-6, 17, 17a, 29 en 36, Groenstraat 26 en 32, Bergopstraat 44, Kruidtuinstraat 1-3 en 21, Liefdadigheidsstraat 16, Allée Wauters en Wauwermans 11” te goedkeuren ten gevolge van de schorsingsbevel van 8 augustus 2019
- de nieuwe beslissing met betrekking het bestek nr 2018/3586 en de raming voor de opdracht “Opdracht voor de vervanging van de parlofonie en de deur van de volgende gebouwen: Braemt 51 en 65, Leuvensesteenweg 211-213, Poststraat 5, 14 en 23, Sint-Franciscus 4-6, 17, 17a, 28 en 36, Groenstraat 26 en 32, Bergopstraat 44, Kruidtuin 1 en 21, Liefdadigheidsstraat 16, Allée Wauters en Wauwermans 11.”, dat werd volgens de vereisten van de schorsingsbevel van 8 augustus 2019 gewijzigd te goedkeuren
- het bestek nr 2018/3586 met betrekking tot opdracht “Opdracht voor werken voor vervanging van de parlofonie en van de voordeur van de volgende gebouwen : Braemtstraat 51 en 65 ; Leuvensesteenweg 213; Poststraat 5, 14 en 23; Sint Franciscusstraat 4-6, 17, 17a, 29 en 36, Groenstraat 26 en 32, Bergopstraat 44, Kruidtuinstraat 1-3 en 21, Liefdadigheidsstraat 16, Allée Wauters en Wauwermans 11 opgesteld door de Departement Gemeentelijke Eigendommen - Dienst Onderhoud te goedkeuren. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 295.885,85 € (BTW inclusief).
- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.
- de aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.
- deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.
- de uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2019, op artikel 9220-724-60 van de buitengewone begroting.

6 annexes / 6 bijlagen

Avis de marché - NL - Projet - Suite Tutelle.pdf, Métré estimatif - Sécurisation 2.xls, Courrier de Tutelle - Refus - 8aoû19.pdf, 2019_04_18_Bestek - Model 3P_NL - 2.docx, 2019_04_17_CSCH - Modele 3P-1.1.3.doc, Avis de marché - FR - Projet - Suite Tutelle.pdf

Mesdames, Messieurs,

Conformément au Décret du 13 mai 2004 relatif à la Cohésion sociale, le rapport annuel portant sur l'application et l'évolution du contrat communal est établi.

Nous vous soumettons, en conséquence, le rapport annuel 2019 relatif aux activités menées en 2018.

Ce Rapport a également pour destinataires :

- le Conseil de l'Action sociale de la commune,
- le Centre régional d'appui en cohésion sociale (CRACs),
- les services du Collège de la COCOF,
- la section « cohésion sociale » du Conseil consultatif francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé (COCOFP),
- les opérateurs associatifs du contrat communal.

Par conséquent, nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à prendre acte de ce rapport annuel 2019 relatif aux activités associatives réalisées en 2018 dans le cadre de la COHESION SOCIALE.

5 annexes / 5 bijlagen

ANNEXE 3 Tableau FORMATION des Equipes P2.pdf, RAPPORT 2019 coord Activité 2018.pdf, Rapport Collège RAPPORT 2019 COHESION SOCIALE Activité 2018.pdf, ANNEXE 2 Tableau FORMATION des Equipes P1.pdf, ANNEXE 1 AVIS Concertation Locale du 17.04.18 sur Avant projet Décret.pdf

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 26, § 1, 1^oa de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 26, § 1, 1^oa van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

5 annexes / 5 bijlagen

B 24.09.2019-83.pdf, INFO CONSEIL - Collège du 10.09.2019.pdf, Info Conseil - Collège du 24.09.2019.docx, B 24.09.2019-30.pdf, B - 10.09.2019 - 26.pdf

09.10.2019/A/0018 **Décision relatives à l'article 249 de la Nouvelle loi communale; prise de connaissance et admission des dépenses.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil prend connaissance des décisions ci-après et décide d'approuver ces dépenses :

#014/17.09.2019/B/0056#

Site Sacré-Coeur; réparation de la chaudière; application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale.

#014/17.09.2019/B/0074#

Crèche néerlandophone Joost-e-Fien; réparation d'urgence d'un sèche-linge; application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale.

Beslissingen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet; kennisname en goedkeuring van de uitgaven.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad neemt kennis van de hieronder beslissingen en keurt de uitgaven ervan goed :

#014/17.09.2019/B/0056#

Sacré-Coeur site; herstelling van de verwarmingsketel; toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/17.09.2019/B/0074#

Nederlandstalige kinderdagverblijf Joost-e-Fien; dringende herstelling van de droogtrommel; toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

2 annexes / 2 bijlagen

#014 17.09.2019 B 0074#.pdf, #014 17.09.2019 B 0056#.pdf

09.10.2019/A/0019 **Régie Communale Autonome ; modification de la composition du Conseil d'administration ; désignation de deux nouveaux administrateurs.**

Le Conseil,

Vu l'article 120, §2 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu les articles 5 et suivants de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 mai 2005 portant création des statuts de la Régie communale autonome de Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant l'installation du nouveau Conseil communal en date du 1^{er} décembre 2018 ;

Vu l'article 8, §3 de l'ordonnance précitée ;

Considérant que cette disposition précise que « le conseil d'administration est composé de la moitié au plus du nombre de conseillers communaux, sans que ce nombre puisse dépasser onze » ;

Que cette disposition ajoute que le conseil d'administration est majoritairement composé de conseillers communaux ;

Qu'en cas d'absence de représentation de groupes politiques représentés au conseil communal, le conseil d'administration se voit augmenté par un siège d'administrateur ;

Que ce siège supplémentaire est octroyé à un groupe non représenté ;

Que cette disposition prévoit que le conseil d'administration ne peut comporter plus de deux tiers de membres du même sexe ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 avril 2019 ;

Considérant que les douze administrateurs ont été désignés par le Conseil communal, dont le conseiller communal Monsieur Safa AKYOL et l'échevine Dorah ILUNGA KABULU ;

Vu les courriers datés du 21 août 2019 et du 25 septembre 2019 portant à la connaissance du Conseil communal les démissions de Monsieur Safa AKYOL et de Madame Dorah ILUNGA KABULU de leur poste d'administrateur ;

Que de ce fait le nombre de personnes désignées par le Conseil communal n'est pas atteint ;

Considérant qu'il y a lieu de remplacer la désignation de Monsieur Safa AKYOL et de Madame Dorah ILUNGA KABULU en désignant deux autres personnes en qualité d'administrateur au sein du conseil d'administration au sein de la Régie Communale Autonome ;

Décide :

- d'acter les démissions du conseiller communal, Monsieur Safa AKYOL, et de l'échevine Dorah ILUNGA KABULU, désignés en qualité d'administrateur au sein du conseil d'administration la Régie Communale Autonome;

- de désigner deux administrateurs au sein du conseil d'administration de la Régie Communale Autonome en remplacement de Monsieur Safa AKYOL et de Madame Dorah ILUNGA KABULU :

Mme/M.

Mme/M.

- de notifier la présente à la structure visée.

Autonome Gemeentelijke Regie ; wijziging van de samenstelling van de Raad van Bestuur ; benoeming van twee nieuwe bestuurders.

De Raad,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op artikel 5 en volgende van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 mei 2005 houdende opstelling van de statuten van de Autonome gemeentelijke regie van Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende de installatie van de nieuwe Gemeenteraad op 1 december 2018 ;

Gelet op artikel 8, §3 van de voornoemde ordonnantie ;

Overwegende dat deze bepaling preciseert dat « de raad van bestuur is samengesteld uit maximum de helft van het aantal gemeenteraadsleden, zonder dat dit aantal hoger mag liggen dan elf » ;

Dat deze bepaling toevoegt dat de raad van bestuur in meerderheid bestaat uit gemeenteraadsleden ;

Dat bij afwezigheid van vertegenwoordiging van de in de gemeenteraad vertegenwoordigde fracties, de Raad van Bestuur wordt uitgebreid met een zetel van bestuurder ;

Dat deze extra zetel wordt toegekend aan een niet-vertegenwoordigde groep ;

Dat deze bepaling voorziet dat de Raad van Bestuur niet meer dan twee derde van de leden van hetzelfde geslacht mag bevatten ;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 april 2019 ;

Overwegende dat de twaalf bestuurders werden aangeduid door de Gemeenteraad, waaronder het gemeenteraadslid Mijnheer Safa AKYOL en de schepen Dorah ILUNGA KABULU ;

Gelet op de brieven van 21 augustus 2019 en 25 september 2019 waarin de ontslagen van

Mijnheer Safa AKYOL en Mevrouw Dorah ILUNGA KABULU uit hun functie van bestuurder aan de Gemeenteraad ter kennis worden gebracht ;

Dat het aantal personen benoemd door de Gemeenteraad hierdoor niet wordt bereikt ;

Overwegende dat de benoeming van Mijnheer Safa AKYOL en Mevrouw ILUNGA KABULU dient te worden vervangen door twee andere personen te benoemen als bestuurder binnen de raad van bestuur in de Autonome gemeentelijke regie ;

Beslist :

- Om akte te nemen van de ontslagen van het gemeenteraadslid, Mijnheer Safa AKYOL, en de schepen Dorah ILUNGA KABULU, benoemd in de hoedanigheid van bestuurder binnen de raad van bestuur van de Autonome gemeentelijke regie ;

- Om twee bestuurders te benoemen binnen de raad van bestuur van de Autonome gemeentelijke regie ter vervanging van Mijnheer Safa AKYOL en van Mevrouw Dorah ILUNGA KABULU ;

Mevr./Dhr.

Mevr./Dhr.

- Om deze beslissing bekend te maken aan de betrokken structuur.

4 annexes / 4 bijlagen

démission Dorah Ilunga RCA 25-09-2019.pdf, Démission Akyol Safa.pdf, Régie communale autonome.pdf, décision 24-04-2019.pdf

09.10.2019/A/0020

Ecole Régionale et Intercommunale de Police dénommée "ERIP"; désignation des représentants de la commune; modification.

Le Conseil communal,

Vu l'article 120 § 2 de la Nouvelle Loi communale;

Vu les articles 51 et suivants de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, lesquels visent les règles afférentes aux intercommunales;

Considérant l'installation du nouveau Conseil communal en date du 1er décembre 2018;

Vu la modification des statuts de l'Ecole Régionale et Intercommunale de Police en date du 14 octobre 2015;

Considérant qu'en vertu desdits statuts, les Bourgmestres des communes associées sont membres d'office de l'Assemblée Générale;

Vu l'abrogation des articles 34 et 35 des statuts de l'ERIP qui réglaient la composition du Collège des commissaires et les fonctions de commissaires réservées aux communes;

Considérant de ce fait que la désignation d'un commissaire pour la commune de Saint-Josseten-Noode est sans objet;

Vu la délibération du Conseil communal en séance du 13 mars 2019 relative à la désignation des représentants de la commune au sein de l'ERIP;

Décide de :

- confirmer la désignation de M. Emir KIR, Bourgmestre, en tant que représentant à l'Assemblée générale;
 - considérer la désignation de M. Abdelslam SMAHI, Conseiller communal, en tant que représentant au Collège des commissaires, comme sans objet conformément aux nouveaux statuts de l'ERIP.
-

Gewestelijke en Intercommunale Politieschool "G.I.P."; benoeming van de vertegenwoordigers van de gemeente; wijziging.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikelen 51 en volgende van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, die betrekking hebben op de regels betreffende de intercommunalen;

Overwegende de installatie van de Nieuwe gemeenteraad op 1 december 2018;

Gelet op de wijzigingen aangebracht aan de statuten van de Gewestelijke en Intercommunale Politieschool op 14 oktober 2015;

Overwegende dat in verband met de voornoemde statuten, de Burgemeesters van de geassocieerde gemeenten van rechtswege leden van de Algemene Vergadering zijn;

Gelet op de intrekking van de artikelen 34 en 35 van de statuten van de GIP die de samenstelling en de functies van het College van Commissarissen regelden;

Overwegende dat dientengevolge de aanduiding van een commissaris voor Sint-Joost-ten-Node niet van toepassing is;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad in zitting van 13 maart 2019 in verband met de benoeming van de vertegenwoordigers van de gemeente binnen de Gewestelijke en Intercommunale Politieschool;

Beslist om :

- de benoeming van Dhr KIR Emir, Burgemeester, als vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Joost-ten-Node in de Algemene Vergadering van de VZW "G.I.P." te bevestigen;
- de benoeming van Dhr SMAHI Abdelslam, als vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Joost-ten-Node in het College van commissarissen van de VZW "G.I.P.", volgens de nieuwe statuten van de GIP, als niet van toepassing beschouwen.

2 annexes / 2 bijlagen

ERIP - Statuts.pdf, ERIP - Délibération.pdf

09.10.2019/A/0021 **Piscine communale sise 23-27, rue Saint-François ; règlement d'ordre intérieur; adoption.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 135 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 octobre 2002 fixant des conditions d'exploitation pour les bassins de natation ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant que la Commune possède une infrastructure correspondant à une piscine publique sise 23-27, rue Saint-François à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que les installations de la piscine communale ont fait l'objet d'une lourde et importante rénovation au cours des dernières années ;

Considérant que la gestion de la piscine communale est présentement assurée par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Saint-Josse-Ten-Noode ;

Considérant que la mise à disposition de cette infrastructure au public suppose le respect de règles fondamentales réglant les rapports entre les usagers et le personnel de la piscine communale, et celles réglant les rapports entre les usagers ;

Considérant qu'il est ainsi nécessaire d'adopter un règlement d'ordre intérieur applicable au sein de cet établissement ;

Que ce règlement d'ordre intérieur s'adresse à tout usager de la piscine communale ainsi qu'au personnel y travaillant et que la fréquentation de ce lieu implique ainsi l'adhésion aux règles et normes prévues par le présent texte ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'adopter le règlement d'ordre intérieur repris ci-après relatif au fonctionnement de la piscine communale sise 23-27, rue Saint-François à 1210 Saint-Josse-ten-Noode :

CHAPITRE I : DEFINITIONS

Art. 1

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- **Piscine communale** : Infrastructure, sise rue Saint-François, 23-27, à 1210 Bruxelles, composée d'un bassin d'eau, d'une cafeteria, de tribunes, vestiaires et autres locaux accessoires ;
- **Bassin de natation** : zone de la piscine communale où se trouve la cuve d'eau ;
- **Tribunes** : zone de la piscine communale située au-dessus de la cafeteria, accessible par l'entrée du bâtiment, permettant la vue sur le bassin de natation ;
- **Espace vestiaires/cabines** : zone de la piscine communale comprenant les vestiaires et les sanitaires ;
- **Nageurs** : personnes en tenue de bain qui ont acquitté leur droit d'entrée ;
- **Cafeteria** : zone de la piscine communale offrant une petite restauration et un espace bar ;
- **Gestionnaire de la piscine** : la piscine est gérée par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Saint-Josse-ten-Noode. Son fonctionnement quotidien est assuré par la Direction de la piscine et le Département des Sports de la commune, lesquels veillent ensemble au respect du présent règlement ;
- **Destinataire du règlement** : le présent règlement s'applique à toute personne fréquentant la piscine de Saint-Josse-ten-Noode.

CHAPITRE II : ACCÈS À LA PISCINE

Art. 2

La piscine est accessible d'une part suivant le règlement redevance relatif à la tarification de la piscine adopté par le conseil communal et, d'autre part, selon les horaires arrêtés par le Collège communal. Ledit règlement et les horaires d'ouverture sont affichés à la caisse et aux valves de la piscine communale.

Art. 3

Toute personne détentrice d'un ticket d'entrée ou en possession d'un abonnement se soumet sans réserve au présent règlement, au règlement général de police adopté par le conseil communal, aux instructions et directives émanant des membres du personnel ainsi qu'aux divers panneaux de signalisation, affiches et pictogrammes.

Toute personne, seule ou en groupe, se trouvant dans l'enceinte de la piscine est par ailleurs tenue d'adopter une attitude correcte et respectueuse des lieux et des tiers.

A défaut de se conformer aux dispositions précitées, le contrevenant s'expose aux sanctions prévues à l'article 54 du présent règlement.

Art. 4

Le maître-nageur est garant de la sécurité. A ce titre, il lui est permis de se réserver le droit d'autoriser ou d'empêcher l'accès aux lieux à toute personne dans le cas où des circonstances particulières le justifient, et ce même si celle-ci se serait acquittée du droit d'entrée.

Art. 5

La durée de validité des tickets d'entrée est fixée à 2 heures. Néanmoins, en cas d'affluence importante, la Direction se réserve le droit de réduire la durée de validité à 1 heure.

Un bracelet devra être porté à cet effet par le nageur, lequel sera tenu de le présenter au maître-nageur sur simple demande.

Art. 6

La caisse est clôturée 45 minutes avant l'heure de fermeture. La sortie du bassin de natation se fait au plus tard une demi-heure avant la fermeture de l'établissement.

Art. 7

Différents abonnements sont mis en vente de manière à satisfaire la plus grande partie de la clientèle. Les modalités d'utilisation sont reprises sur ceux-ci et l'utilisateur sera tenu de s'y conformer. Les abonnements sont strictement personnels et le propriétaire devra, sur toute requête, faire la preuve de son identité. Toute transgression sera sanctionnée par le retrait immédiat de celui-ci.

Art. 8

Le ticket d'entrée ou l'abonnement doit être présenté sur simple demande d'un membre du personnel, et ce à n'importe quel moment. A défaut de le faire, le contrevenant s'expose aux sanctions prévues à l'article 54 du présent règlement.

De même, tout nageur est tenu de présenter sa carte d'identité sur simple demande d'un membre du personnel sous peine d'expulsion immédiate.

Art. 9

Lorsque le montant d'un abonnement ou d'un ticket est acquitté, celui-ci ne pourra nullement faire l'objet d'un remboursement, et ce pour quelque motif que ce soit.

Art. 10

Les enfants de moins de 10 ans doivent être accompagnés d'un adulte apte à exercer une surveillance permanente sur le/les enfant(s) dont il a la charge. Pour les enfants de moins de 6 ans, l'adulte sera obligatoirement dans l'eau avec l'enfant.

En dehors de l'organisation des cours d'apprentissage, les enfants ne sachant pas nager doivent obligatoirement être munis de brassards.

Ils ne pourront être abandonnés à eux-mêmes dans le bassin ou à proximité.

En cas de doute quant à l'âge de l'enfant non accompagné d'un adulte, l'accès au bassin peut lui être refusé, à moins qu'il ne garantisse son âge par la production de sa carte d'identité ou d'une attestation parentale.

Art. 11

Les personnes qui ne savent pas nager et qui se dirigent vers la grande profondeur peuvent emprunter uniquement les **couloirs de natation 1 et 6**, soit ceux situés sur les bords du bassin de natation, et doivent être accompagnées dans l'eau par un adulte qui exerce une surveillance permanente à leur égard.

Art. 12

En plus du respect du présent règlement d'ordre intérieur, les établissements scolaires fréquentant la piscine se voient dans l'obligation d'observer les prescriptions de la circulaire ministérielle du 29 mai 1991 applicable aux écoles en matière d'encadrement d'enfants.

Art. 13

L'élève ne participant pas aux leçons de natation ne sera autorisé à accéder à la piscine qu'à la condition de s'être acquitté du droit d'entrée et d'être accompagné d'un membre de l'établissement scolaire qu'il fréquente.

CHAPITRE III : TENUE DE BAIN, MATÉRIEL DE BAIN ET DE PLONGÉE

Art. 14

Les nageurs sont tenus de porter une tenue de bain de type classique compatible avec les bonnes mœurs et l'hygiène. Le port du bonnet de bain est obligatoire pour les nageurs.

Il est par ailleurs strictement défendu de se baigner sans être vêtu d'un maillot de bain de coupe décente et toléré par la Direction.

Les critères de la tenue de bain sont laissés à l'appréciation des maîtres-nageurs ou du gestionnaire de la piscine.

Art. 15

Les shorts, bermudas, jeans coupés, jupettes, vêtements de bain amples et/ou recouvrant le corps dans sa totalité et combinaisons de plongée ne sont pas autorisés.

Art. 16

Les bouteilles de plongée et ceintures de lestage ne sont admises qu'à l'occasion des activités organisées par les clubs de plongée ou durant les cours de natation accompagnés. Dans la mesure où les palmes de natation peuvent gêner les autres nageurs, leur utilisation

devra préalablement faire l'objet d'une autorisation par le maître-nageur. Celui-ci vérifiera notamment si l'affluence au sein de la piscine le permet. Les lunettes de plongée munies de verres en plastique sont autorisées. Les lunettes de plongée en verre sont, quant à elles, interdites sauf si elles correspondent au verre « Securit ».

CHAPITRE IV : VESTIAIRES ET CABINES

Art. 17

Après s'être acquitté du droit d'entrée, le nageur se soumet à l'usage des cabines et vestiaires en observant les affiches et pictogrammes prévus à cet effet.

Art. 18

Les nageurs ne peuvent se déshabiller et se revêtir que dans les locaux destinés à cet usage. En cas d'utilisation des vestiaires collectifs, le respect des principes de moralité et de discipline est assuré par le responsable du groupe.

Art. 19

Les portes des cabines doivent rester fermées pendant leur occupation. Il convient de maintenir les cabines dans un état de stricte propreté.

Art. 20

Deux personnes ne peuvent se trouver en même temps dans une cabine individuelle sauf s'il s'agit d'enfants accompagnés d'une personne préposée à leur surveillance ou de personnes présentant un handicap et accompagnées d'une personne amenée à l'aider.

Art. 21

Les effets personnels des nageurs ne sont pas autorisés sur les bords du bassin de natation.

CHAPITRE V : DOUCHES ET SANITAIRES

Art. 22

L'usage des douches avant l'entrée à l'eau est obligatoire dans l'intérêt de chacun (durée de maximum 3 minutes). Le passage dans le pédiluve est également obligatoire.

Art. 23

Il est interdit d'accéder aux douches et sanitaires avec des chaussures.

Art. 24

L'accès aux installations du bassin de natation est interdit à toute personne extérieure à la piscine.

CHAPITRE VI : HYGIENE

Art. 25

Il est défendu aux nageurs d'accéder à l'eau sans s'être préalablement entouré la chevelure d'un bonnet.

Art. 26

Si le nageur doit accéder aux installations du bassin de natation en chaise roulante, il devra

veiller à ce que les roues soient nettoyées en sortant des vestiaires. Un membre du personnel pourra l'aider à cet effet.

Art. 27

Sur le pourtour du bassin de natation, dans le couloir "pieds nus" des vestiaires et sur la terrasse pour nageurs, il convient de circuler pieds nus ou avec des chaussons de natation adaptées.

Art. 28

Les enfants de moins de deux ans doivent porter un lange de natation.

CHAPITRE VII : INTERDICTIONS GENERALES

Art. 29

Il est interdit :

- D'importuner ou de gêner intentionnellement d'autres personnes par des actes ou des attitudes non conformes au respect d'autrui ou à une bonne pratique sportive ;
- D'incommoder le public par des bruits, chants ou cris ;
- De se comporter de façon grossière ou obscène ;
- De se livrer à une manifestation quelconque contraire à la moralité ou à la décence ;
- De fumer et de cracher dans l'enceinte de la piscine ;
- D'uriner dans l'eau ;
- De stationner ou de courir dans les douches ;
- De boire ou de manger dans les cabines individuelles ou vestiaires collectifs, ainsi que dans tout endroit de l'établissement situés en dehors de la cafeteria ;
- De jeter des détritiques ailleurs que dans les corbeilles destinées à cet effet ;
- De placer des engins sonores ; de prendre des photos et/ou filmer dans la piscine (sauf avec l'accord explicite de la Direction) ainsi que d'utiliser le GSM ou autres appareils multimédias au bord de la piscine ;
- De causer des dégradations dans la piscine, notamment par des inscriptions ou des souillures ;
- D'amener des objets dangereux et/ou coupants dans les vestiaires ou dans la piscine ;
- De toucher le matériel de sauvetage ou de le déplacer sans justification ;
- D'accéder aux locaux techniques ;
- D'utiliser les prises électriques qui sont exclusivement réservées au personnel d'entretien et de maintenance ;
- De jouer à des jeux dangereux, de pousser des gens dans l'eau ou d'enfoncer ou maintenir des gens sous l'eau ;
- De courir sur le pourtour de la piscine ou dans les vestiaires ;
- De plonger dans la petite profondeur ;
- De circuler avec des chaussures dans les couloirs et autour du bassin et des cabines ;
- Pour les personnes ne sachant pas suffisamment nager, de nager non accompagnés dans la partie où l'on n'a pas pied ;
- De mettre à l'eau des balles dures ou autres objets sans l'autorisation des surveillants de bain ;
- D'afficher des publications dans le bâtiment sans l'accord du Collège communal ;
- De se suspendre aux lignes d'eau ou de s'asseoir dessus ;
- De gêner le passage à l'entrée de la piscine, de s'installer et de fumer sur le seuil

de la porte d'entrée ;

Se laver dans le bassin, d'y introduire du savon ou des produits similaires, ou d'y jeter quoi que ce soit qui puisse souiller l'eau, ainsi que d'entrer à l'eau le corps enduit d'huile, crème ou autre produit quelconque étant de nature à rendre l'eau impure.

CHAPITRE VIII : INTERDICTION D'ACCES

Art. 30

L'accès à la piscine communale est strictement interdit aux personnes en état d'ivresse ou sous l'influence de substances psychotropes. La consommation d'alcool est strictement interdite en dehors du bar.

Art. 31

L'accès au bassin est interdit aux personnes présentant des plaies ouvertes, des pansements, des attelles, des plâtres ou atteintes de maladies contagieuses, de maladies de la peau ou une affection ou un état de malpropreté évidente.

Art. 32

Il est strictement interdit de pénétrer dans l'enceinte de la piscine accompagné d'un animal. Toutefois, les personnes accompagnées d'un chien d'assistance ou de guidance peuvent s'adresser à l'accueil afin d'organiser la garde de leur chien pendant la durée de la natation.

Art. 33

L'accès au bar de la cafeteria est interdit :

- aux personnes en maillot ;
- aux personnes en état d'ivresse ou sous l'emprise de produits psychotropes ou assimilés.

CHAPITRE IX :SECURITE

Art. 34

Les nageurs doivent se conformer à toutes les recommandations du personnel en lien avec l'ordre et la sécurité.

Art. 35

Les nageurs sont chargés de veiller eux-mêmes à leur propre sécurité. La Direction décline toute responsabilité quant aux accidents quelconques qui pourraient survenir aux nageurs.

Art. 36

Il est strictement interdit de plonger des tribunes.

Art. 37

Les exercices d'apnée sont interdits sans avoir au préalable averti le maître-nageur et en avoir obtenu l'autorisation.

Art. 38

Il est strictement défendu aux personnes ne sachant pas suffisamment nager de quitter la partie du bain où elles ont pied. Toute personne ne sachant pas nager est dans l'obligation d'en aviser les maîtres-nageurs.

CHAPITRE X : SPORTS ET JEUX

Art. 39

Les ballons et autres jeux ne peuvent être autorisés que moyennant l'accord préalable du maître-nageur responsable.

La Direction se réserve le droit d'interdire tout exercice ou jeu qui serait susceptible de gêner la clientèle ou de nuire à la bonne tenue de l'établissement.

Art. 40

La plongée n'est autorisée que dans la grande profondeur du bassin. Moyennant l'accord préalable du maître-nageur responsable, il est possible de nager dans une tenue vestimentaire normale pour s'exercer au sauvetage.

CHAPITRE XI : CLUBS SPORTIFS ET COMPETITIONS

Art. 41

En vue d'encourager le sport et la compétition, les clubs sportifs sont autorisés à pouvoir bénéficier d'heures spéciales d'occupation. Les utilisations collectives des installations sont réglées par le Département Sports de la commune après approbation du Collège communal. La durée de l'autorisation ne peut excéder une année civile. A chaque échéance, les conditions et prix peuvent être revus.

Art. 42

Durant les occupations des clubs sportifs, au moins un des animateurs présents doit être en possession d'un brevet de sauvetage de degré supérieur ou d'un diplôme d'instructeur de plongée. La commune de Saint-Josse-ten-Noode décline toute responsabilité en cas d'accidents corporels survenant dans l'enceinte de l'établissement sauf en cas de faute lourde de sa part.

Art. 43

Les installations peuvent être louées à certains clubs sportifs en vue d'y donner des manifestations ou spectacles sportifs. Dans ce cas, l'accès est interdit à la clientèle habituelle. Celle-ci en sera avisée par voie d'affiches apposées aux valves et à la caisse de la piscine, au moins 8 jours à l'avance.

Art. 44

La Direction se réserve le droit d'organiser toute compétition généralement quelconque, même au cours des heures d'ouverture, et de ce fait se réserve également le droit de fixer l'heure qu'elle jugera utile pour l'évacuation complète ou partielle du public, sans être redevable d'aucune indemnité.

La clientèle en sera avisée par voie d'affiches apposées aux valves et à la caisse de la piscine, au moins 8 jours à l'avance.

CHAPITRE XII : DISPOSITIONS PARTICULIERES POUR LES GROUPES DE JEUNES

Art. 45

Il est obligatoire d'effectuer toute réservation à l'avance. Les groupes sans accompagnateur ne seront pas acceptés.

Il est communément admis qu'une seule personne ne peut assumer la surveillance de plus de 15 non-nageurs ou de plus de 25 nageurs.

Le personnel de la piscine est autorisé à refuser l'accès au bassin de natation dans le cas où l'occupation tolérée serait dépassée.

La personne responsable de la sécurité des baigneurs, laquelle est en possession du diplôme sauveteur, ne peut effectuer la surveillance de la piscine et donner cours de natation en même temps.

Les enseignants accompagnant leurs élèves à la piscine peuvent être déclarés civilement responsables par défaut de surveillance même en présence d'un corps enseignant spécial (enseignement primaire) et de maîtres-nageurs dépendant de la piscine, sur base de l'article 1384 alinéa 4 du Code Civil.

Tout groupe doit être accompagné d'un nombre de responsables adultes en accord raisonnable avec la taille du groupe. Ces personnes sont personnellement responsables de la discipline du groupe dès l'entrée au bâtiment.

Leur présence constante auprès du groupe, tant dans les vestiaires, les douches, qu'au bord du bassin de natation, est indispensable. Elles doivent assurer activement la surveillance des membres du groupe.

CHAPITRE XIII : FREQUENTATIONS

Art. 46

Les responsables de groupement de personnes veilleront scrupuleusement à ce que les activités et cours de natations se déroulent pendant les horaires fixés, que la sortie se fasse à l'heure exacte et que le matériel ayant été utilisé soit préalablement remis en place. Les vestiaires individuels ne seront accessibles qu'en cas de manque de place dans les installations collectives. De même, les vestiaires collectifs seront attribués en fonction des disponibilités.

CHAPITRE XIV : SURVEILLANCE GÉNÉRALE

Art. 47

L'accompagnateur portera à la connaissance des membres du groupe, dont il a la charge, le contenu du présent règlement et veillera au respect des consignes de sécurité et de l'ordre. En tant que responsable, chaque accompagnateur assure la surveillance des activités du groupe dont il a la responsabilité, c'est à-dire avoir une vue permanente sur l'ensemble du groupe, et ce même en-dehors de l'eau. Sa présence constante auprès du groupe, tant dans les vestiaires, les douches, qu'au bord du bassin de natation, est indispensable. Il doit assurer activement la surveillance des membres du groupe.

CHAPITRE XV : LECONS PARTICULIERES

Art. 48

La Direction se réserve le droit exclusif d'autoriser dans l'enceinte de sa piscine des leçons de natation particulières durant les heures d'ouverture au public par les maîtres-nageurs titularisés à cet effet, en dehors de leur service et titulaires d'une autorisation d'exercer cette activité complémentaire.

Il est interdit à toute personne étrangère à l'établissement de donner des leçons de natation contre rémunération directe ou indirecte. Il est par contre permis d'encadrer, de manière occasionnelle, une personne qui apprend à nager et ce, aux conditions suivantes :

- la personne qui donne la leçon de natation informera la direction de la piscine des dates et heures auxquelles la leçon de natation sera donnée ;
- la personne à laquelle la leçon de natation est donnée signera une déclaration stipulant la gratuité de la leçon.

Il sera dérogé à cet article, à raison de l'utilisation d'un seul couloir de natation, pour les groupes suivants : Les clubs sportifs et les associations dans le cadre d'activités spécifiques. Cette dérogation sera accordée suivant l'espace disponible avec l'accord du Collège communal suite à une demande écrite et après production, par le responsable, d'un brevet supérieur de sauvetage délivré par un organisme agréé.

CHAPITRE XVI : RESPONSABILITE

Art. 49

La Commune de Saint-Josse décline toute responsabilité du fait de la perte ou de la disparition des objets quelconques des usagers dans l'enceinte de l'établissement, également quant aux dommages que ces objets pourraient soit subir, soit occasionner aux biens ou aux personnes.

CHAPITRE XVII : DROIT A L'IMAGE ET LA VIE PRIVE

Art. 50

Il est strictement interdit de photographier et de filmer dans l'enceinte du bâtiment sans autorisation préalable du Collège communal.

Les prises de vues, photos ou vidéos personnelles ne seront autorisées qu'à titre exceptionnel et après obtention de l'autorisation du Collège communal; toute demande devant être introduite au plus tard la semaine qui précède la date d'occupation et durant les heures de bureau (8h - 16h30).

Art. 51

L'apposition d'affiches ou de tout document dans l'enceinte du bâtiment n'est permise que moyennant l'autorisation du Collège communal, lequel se réserve le droit de désigner les endroits d'affichage, ainsi que de refuser tout affichage qu'elle jugerait inadéquat.

CHAPITRE XVIII : RECLAMATIONS ET SUGGESTIONS

Art. 52

Les réclamations, de quelque nature qu'elles soient, doivent être adressées au Département Sports de la commune.

Un formulaire unique de réclamation est disponible à la caisse/accueil de la piscine afin

d'introduire toute contestation.

Un support est par ailleurs mis à la disposition du public afin d'y inscrire d'éventuelles suggestions en vue d'améliorer son confort.

Art. 53

Le Collège communal peut, pour des motifs techniques ou pour des raisons de force majeure, tels que la vidange de la piscine, des accidents de machines, etc., ordonner la fermeture provisoire ou définitive de l'établissement, sans qu'il puisse être réclamé par quiconque la perception d'un éventuel remboursement, d'indemnités ou la reconnaissance de dommages.

CHAPITRE XIX : SANCTION

Art. 54

Sans préjudice des poursuites civiles, pénales ou administratives éventuelles, tout contrevenant au présent règlement, au règlement général de police, ou aux injonctions du personnel peut être expulsé de l'établissement ou voir sa carte d'abonnement annulée, et ce sans qu'il puisse réclamer le montant du ticket d'entrée payé ou celui de l'abonnement.

Le personnel de la piscine peut par ailleurs priver toute personne portant atteinte à l'ordre public d'accéder au bâtiment pour une durée limitée et proportionnée à la gravité du comportement adopté. Tout matériel ayant occasionné un trouble à l'ordre public peut également être confisqué temporaire ou définitivement.

Art. 55

Quiconque sera tenu responsable de la commission d'infractions pénales ou dégraderait volontairement ou involontairement l'immeuble ou le matériel engagera sa responsabilité pénale et répondra des dommages occasionnés.

Art 56

Hormis la commission d'infractions pénales ou de dégradation de biens communaux, tout fait grave pourra faire l'objet d'une décision d'expulsion immédiate, temporaire ou définitive, prononcée par le Collège communal sur base d'un rapport détaillé du personnel de la piscine. Pareille décision pourrait être assortie d'une amende administrative.

Si l'urgence et les circonstances de l'espèce le requièrent, la Direction de l'établissement peut prendre toutes mesures provisoires dans l'attente de la tenue du Collège communal.

Art. 57

Tout litige ou cas non prévu par le présent règlement sera examiné et tranché par le Collège communal.

Art. 58

L'utilisateur qui déclencherait volontairement le système Poséidon, lié à la détection des noyades, ou de détection d'incendie de l'établissement fera l'objet de poursuites et sera tenu d'indemniser la commune des dégâts occasionnés. Il se verra en outre interdire définitivement l'accès à la piscine communale.

CHAPITRE XX : CONSEILS UTILES

Art. 59

Il est recommandé de ne pas emporter des sommes d'argent importantes, des bijoux ou objets précieux. Chaque usager se doit de respecter les autres usagers ainsi que l'infrastructure communale et à en prendre soin. Les membres du personnel de la piscine sont accessibles en vue de répondre à toutes demandes d'informations/questions ou suggestions. Si une situation incommode est rencontrée, l'usager peut en faire part aux membres du personnel de la piscine, lesquels veilleront à y remédier.

CHAPITRE XXI : PUBLICATION

Art. 60

Le présent règlement sera affiché dans l'établissement de façon apparente et sera remis à chaque groupe scolaire, sportif, éducatif, club, après acceptation des clauses y mentionnées.

Les nageurs, usagers, visiteurs, membres de clubs et responsable de groupes scolaires sont censés avoir pris connaissance du présent règlement et s'engagent à s'y conformer scrupuleusement.

Le présent règlement prendra effet à compter du **cinquième jour suivant celui de sa publication par voie d'affichage.**

Gemeentelijk zwembad gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27; reglement van inwendige orde ; goedkeuring.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 oktober 2002 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor zwembaden ;

Gelet op het Algemeen Politierglement ;

Overwegende dat de Gemeente over een infrastructuur beschikt die overeenstemt met een openbaar zwembad gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat de installaties van het gemeentelijk zwembad een belangrijke en zware renovatie hebben ondergaan in de loop van de voorbije jaren ;

Overwegende dat het beheer van het gemeentelijk zwembad momenteel wordt verzekerd door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Joost-Ten-Node ;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling van deze infrastructuur aan het publiek de naleving veronderstelt van fundamentele regels die de verhoudingen regelt tussen de gebruikers en het personeel van het gemeentelijk zwembad, en die de verhoudingen regelt tussen de gebruikers ;

Overwegende dat het aldus noodzakelijk is om een reglement van inwendige orde goed te keuren toepasbaar binnen dit etablissement ;

Dat dit reglement van inwendige orde zich recht tot alle gebruikers van het gemeentelijk zwembad alsook het personeel dat er werkt en dat het bezoek aan deze plaats aldus de instemming inhoudt met de regels en normen voorzien door deze tekst ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

Om het onderstaande reglement van inwendige orde goed te keuren met betrekking tot de werking van het gemeentelijk zwembad gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Sint-

HOOFDSTUK I : DEFINITIES

Art. 1

Voor de toepassing van dit reglement, wordt verstaan onder :

- **Gemeentelijk zwembad** : Infrastructuur, gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Brussel, bestaande uit een zwembad, een cafetaria, tribunes, kleedkamers en andere bijlokalen ;
- **Zwembad** : zone van het gemeentelijk zwembad waar zich de waterkuip bevindt ;
- **Tribunes** : zone van het gemeentelijk zwembad gelegen boven de cafetaria, toegankelijk via de ingang van het gebouw, waar men zicht heeft op het zwembad ;
- **Ruimte kleedkamers/cabines** : zone van het gemeentelijk zwembad met de kleedkamers en de sanitaire ruimten ;
- **Zwemmers** : personen in zwemkledij die hun toegangsrecht hebben betaald ;
- **Cafetaria** : zone van het gemeentelijk zwembad die een kleine restauratie en een barruimte biedt ;
- **Beheerder van het zwembad** : het zwembad wordt beheerd door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node. De dagelijkse werking wordt verzekerd door de Directie van het zwembad en het Departement Sport van de gemeente, die samen waken over de naleving van dit reglement ;
- **Bestemming van het reglement** : dit reglement is van toepassing op alle personen die het zwembad van Sint-Joost-ten-Node bezoeken.

HOOFDSTUK II : TOEGANG TOT HET ZWEMBAD

Art. 2

Het zwembad is enerzijds toegankelijk volgens het retributie-reglement betreffende de tariefbepaling van het zwembad gestemd door de gemeenteraad, en anderzijds volgens het uurrooster goedgekeurd door het Gemeentecollege. Dit reglement en de openingsuren worden aangeplakt aan de kassa en op het aankondigingsbord van het gemeentelijk zwembad.

Art. 3

Iedere persoon die houder is van een toegangsticket of in het bezit is van een abonnement onderwerpt zich zonder voorbehoud aan dit reglement, aan het algemeen politiereglement gestemd door de gemeenteraad, aan de instructies en richtlijnen van de personeelsleden alsook aan de diverse signalisatiepanelen, affiches en pictogrammen.

Iedere persoon, alleen of in groep, die zich binnen het zwembad bevindt, wordt er overigens toe gehouden om een correcte en eerbiedige houding aan te nemen jegens de plaats en derden.

Bij gebreke van zich naar voornoemde bepalingen te gedragen, stelt de overtreder zich bloot aan de sancties voorzien in artikel 54 van dit reglement.

Art. 4

De badmeester staat garant voor de veiligheid. Hiertoe mag hij zich het recht voorbehouden om de toegang tot de plaatsen toe te laten of te verhinderen voor iedere persoon indien bijzondere omstandigheden dit rechtvaardigen, en dit zelfs indien deze het toegangsrecht zou hebben betaald.

Art. 5

De geldigheidsduur van de toegangstickets wordt vastgesteld op 2 uur. Echter, in geval van een grote toeloop, behoudt de Directie zich het recht voor om de geldigheidsduur te verkorten tot 1 uur.

Hiertoe zal de zwemmer een armband moeten dragen, dat hij op eenvoudig verzoek zal dienen te tonen aan de badmeester.

Art. 6

De kassa wordt 45 minuten voor het sluitingsuur gesloten. Gebruikers dienen het zwembad ten laatste een half uur voor de sluiting van het etablissement te verlaten.

Art. 7

Er worden verschillende abonnementen verkocht teneinde zo veel mogelijk klanten tevreden te stellen. De gebruikersmodaliteiten worden hierop vermeld en de gebruiker zal ertoe gehouden worden om zich hiernaar te gedragen. De abonnementen zijn strikt persoonlijk en de eigenaar dient op alle verzoek zijn identiteit te kunnen bewijzen. Iedere overtreding zal worden gesanctioneerd door de onmiddellijke intrekking ervan.

Art. 8

Het toegangsticket of het abonnement dient te worden voorgelegd op eenvoudig verzoek van een personeelslid, en dit op gelijk welk moment. Bij gebreke hiervan stelt de overtreder zich bloot aan de sancties voorzien in artikel 54 van dit reglement.

Tevens wordt iedere zwemmer ertoe gehouden om zijn identiteitskaart voor te leggen op eenvoudig verzoek van een personeelslid op straffe van onmiddellijke uitzetting.

Art. 9

Wanneer het bedrag van een abonnement of van een ticket werd betaald, zal dit in geen geval kunnen worden terugbetaald, en dit ongeacht om welke reden.

Art. 10

Kinderen jonger dan 10 jaar dienen vergezeld te zijn van een volwassene die bekwaam is om permanent toezicht uit te oefenen op het/de kind(eren) dat/die hij ten laste heeft. Voor kinderen jonger dan 6 jaar dient de volwassene verplicht in het water te zijn met het kind.

Buiten de organisatie van de zwemlessen dienen kinderen die niet kunnen zwemmen verplicht zwembanden te dragen.

Ze mogen niet alleen worden gelaten in of nabij het zwembad.

In geval van twijfel voor wat betreft de leeftijd van het kind dat niet wordt begeleid door een volwassene, kan hem de toegang worden geweigerd, tenzij het zijn leeftijd bewijst door zijn identiteitskaart of een attest van de ouders voor te leggen.

Art. 11

Personen die niet kunnen zwemmen en zich in het diepe gedeelte begeven, mogen enkel de **zwembanen 1 en 6** gebruiken, ofwel deze gelegen aan de randen van het zwembad, en dienen in het water vergezeld te zijn van een volwassene die permanent toezicht houdt op

hen.

Art. 12

Naast de naleving van dit reglement van inwendige orde zijn scholen die het zwembad bezoeken bovendien verplicht om de voorschriften in acht te nemen van de ministeriële omzendbrief van 29 mei 1991 van toepassing op de scholen inzake omkadering van kinderen.

Art. 13

Een leerling die niet deelneemt aan de zwemlessen zal slechts worden toegestaan om het zwembad te betreden indien hij het toegangsrecht heeft betaald en vergezeld wordt van een lid van zijn school.

HOOFDSTUK III : ZWEMKLEDIJ, ZWEM- EN DUIKMATÉRIAAL

Art. 14

De zwemmers dienen klassieke zwemkledij te dragen die strookt met de goede zeden en de hygiëne. Het dragen van een badmuts is verplicht voor de zwemmers.

Het is overigens strikt verboden om te baden zonder gekleed te zijn in een fatsoenlijk zwempak dat wordt getolereerd door de Directie. De criteria van de zwemkledij worden beoordeeld door de badmeesters of door de beheerder van het zwembad.

Art. 15

Shorts, bermuda's, afgeknipte jeans, rokjes, badkledij die wijd is en/of het volledige lichaam bedekt en duikpakken zijn niet toegestaan.

Art. 16

Duikflessen en ballastriemen zijn enkel toegestaan bij activiteiten georganiseerd door duikclubs of tijdens begeleide zwemlessen. Indien zwemvliezen andere zwemmers kunnen hinderen, dient voor het gebruik hiervan vooraf de toelating te worden gevraagd aan de badmeester. Deze zal met name verifiëren of de drukte in het zwembad dit toelaat. Duikbrillen met plastic glazen zijn toegestaan. Glazen duikbrillen zijn verboden behalve indien het gaat om « Securit » glas.

HOOFDSTUK IV : KLEEDKAMERS EN CABINES

Art. 17

Na het toegangsgeld te hebben betaald, schikt de zwemmer zich naar het gebruik van de cabines en de kleedkamers door de hiertoe voorziene affiches en pictogrammen in acht te nemen.

Art. 18

Zwemmers mogen zich enkel uit- en aankleden in de lokalen die hiervoor bestemd zijn. In geval van gebruik van collectieve kleedkamers, wordt de naleving van de principes van zedelijkheid en discipline verzekerd door de verantwoordelijke van de groep.

Art. 19

De deuren van de cabines dienen gesloten te blijven tijdens de bezetting ervan. De cabines dienen in een strikte staat van netheid te worden gehouden.

Art. 20

Twee personen mogen zich niet tegelijkertijd in een individuele cabine bevinden behalve indien het kinderen betreft die worden begeleid door een persoon die belast is met het toezicht of personen met een handicap begeleid door een persoon die hen helpt.

Art. 21

Persoonlijke bezittingen van de zwemmers zijn niet toegestaan rond het zwembad.

HOOFDSTUK V : DOUCHES EN SANITAIRE RUIMTEN

Art. 22

Het gebruik van de douches alvorens in het water te gaan is verplicht in het belang van iedereen (duur van maximum 3 minuten). Doorgang in het voetbad is eveneens verplicht.

Art. 23

Het is verboden om de douches en sanitaire ruimten te betreden met schoenen.

Art. 24

De toegang tot de installaties van het zwembad is verboden voor iedere persoon buiten het zwembad.

HOOFDSTUK VI : HYGIENE

Art. 25

Het is verboden voor zwemmers om in het water te gaan zonder eerst het haar te bedekken te bedekken met een badmuts.

Art. 26

Indien de zwemmer de installaties van het zwembad dient te betreden in een rolstoel, dient hij erop toe te zien dat de wielen gereinigd zijn wanneer hij uit de kleedkamers komt. Een personeelslid kan hem hierbij helpen.

Art. 27

Rond het zwembad, in de "blote voeten" gang van de kleedkamers en op het terras voor zwemmers dient men zich te begeven met blote voeten of met aangepaste badslippers.

Art. 28

Kinderen jonger dan twee jaar dienen een zwemluier te dragen.

HOOFDSTUK VII : ALGEMENE VERBODEN

Art. 29

Het is verboden :

Andere personen lastig te vallen of opzettelijk te hinderen door handelingen of gedragingen die niet overeenstemmen met het respect voor de ander of met een goede sportieve praktijk ;
Het publiek te hinderen door lawaai, gezang of geschreeuw ;
Zich onbeleefd of onzedelijk te gedragen ;
Zich te buiten te gaan aan gelijk welke uitingen strijdig met de zedigheid of de fatsoenlijkheid ;
Te roken of te spuwen in het zwembad ;
Te urineren in het water ;
Te blijven hangen of te lopen in de douches ;
Te drinken of te eten in de individuele cabines of collectieve kleedkamers, alsook op iedere plaats van het etablissement gelegen buiten de cafetaria ;
Afvval te werpen elders dan in de hiertoe bestemde vuilnisbakken ;
Geluidsapparatuur te plaatsen ; foto's te maken en/of te filmen in het zwembad (behalve met het uitdrukkelijk akkoord van de Directie) alsook de GSM of andere multimedia- apparaten te gebruiken rond het zwembad ;
Beschadigingen te veroorzaken in het zwembad, met name door geschriften of bevuiling ;
Gevaarlijke en/of scherpe voorwerpen mee te brengen in de kleedkamer of in het zwembad ;
Het reddingsmateriaal zonder noodzaak aan te raken of te verplaatsen ;
De technische lokalen te betreden ;
Elektrische stopcontacten te gebruiken die exclusief zijn voorbehouden voor het onderhoudspersoneel ;
Gevaarlijk te spelen, mensen in het water te duwen of mensen onder het water te houden of te duwen ;
Te lopen rond het zwembad of in de kleedkamers ;
Te duiken in het ondiepe gedeelte van het zwembad ;
Met schoenen in de gangen en rond het zwembad en de cabines te lopen ;
Voor personen die niet goed kunnen zwemmen, om niet-begeleid te zwemmen in het gedeelte waar men niet kan staan ;
Harde ballen of andere voorwerpen in het water te brengen zonder toelating van de badmeesters ;
Publicaties aan te plakken in het gebouw zonder akkoord van het Gemeentecollege ;
Aan de waterlijnen te hangen of erop te gaan zitten ;
De doorgang naar de ingang van het zwembad te verhinderen, zich te installeren en te roken op de drempel van de toegangsdeur ;
Zich te wassen in het zwembad, er zeep of gelijkaardige producten in te brengen, of gelijk welke artikelen die het water kunnen bevuilden, alsook in het water te gaan met het lichaam ingesmeerd met olie, crème of gelijk welk ander product dat het water onzuiver maakt.

HOOFDSTUK VIII : TOEGANGSVERBOD

Art. 30

De toegang tot het zwembad is strikt verboden voor personen in staat van dronkenschap of onder invloed van psychotrope substanties. Het verbruik van alcohol is strikt verboden

buiten de bar.

Art. 31

De toegang tot het zwembad is verboden voor personen met open wonden, pleisters, spalken, gipsverband of besmettelijke ziekten, huidziekten of een duidelijke aantasting of staat van onreinheid.

Art. 32

Het is strikt verboden om het zwembad te betreden met een dier. Echter, personen vergezeld van een begeleidende- of hulphond kunnen zich wenden tot het onthaal teneinde de bewaking te organiseren van hun hond tijdens de zwemduur.

Art. 33

De toegang tot de bar van de cafetaria is verboden :

- voor personen in zwemkledij ;
- voor personen in staat van dronkenschap of onder invloed van psychotrope of gelijkgestelde producten.

HOOFDSTUK IX : VEILIGHEID

Art. 34

Zwemmers dienen zich te schikken naar alle aanbevelingen van het personeel in verband met orde en veiligheid.

Art. 35

Zwemmers zijn ermee belast om zelf te waken over hun eigen veiligheid. De Directie wijst alle verantwoordelijkheid af voor mogelijke ongevallen die de zwemmers zouden kunnen overkomen.

Art. 36

Het is strikt verboden om te duiken van de tribunes.

Art. 37

Ademhalingsoefeningen zijn verboden zonder vooraf de badmeester te hebben verwittigd en hiervoor de toelating te hebben gekregen.

Art. 38

Het is strikt verboden voor personen die niet goed kunnen zwemmen om het gedeelte van het zwembad te verlaten waar ze kunnen staan. Personen die niet kunnen zwemmen zijn verplicht dit te melden aan de badmeesters.

HOOFDSTUK X : SPORT EN SPEL

Art. 39

Ballen en andere spelen kunnen enkel worden toegestaan mits voorafgaand akkoord van de verantwoordelijke badmeester.

De Directie behoudt zich het recht voor om alle oefeningen of spelen te verbieden die het cliënteel zouden kunnen hinderen of schade zouden kunnen toebrengen aan de continuïteit van het etablissement.

Art. 40

Duiken is enkel toegestaan in het diepe gedeelte van het zwembad. Mits voorafgaand akkoord van de verantwoordelijke badmeester is het mogelijk om te zwemmen in normale kleding om redding te oefenen.

HOOFDSTUK XI : SPORTCLUBS EN COMPETITIES

Art. 41

Teneinde sport en competitie aan te moedigen, is het de sportclubs toegestaan om te genieten van speciale bezettingsuren. De collectieve gebruiken van de installaties worden geregeld door het Departement Sport van de gemeente na goedkeuring van het Gemeentecollege. De toelating mag niet langer duren dan één kalenderjaar. Bij iedere vervaldag kunnen de voorwaarden en prijzen worden herzien.

Art. 42

Tijdens de bezettingen van de sportclubs dient tenminste één van de aanwezige animatoren in het bezit te zijn van een reddingsbrevet van een hogere graad of van een diploma van duikinstruuteur. De gemeente Sint-Joost-ten-Node wijst alle verantwoordelijkheid af in geval van lichamelijke ongevallen die gebeuren binnen het etablissement behalve in geval van een zware fout van harentwege.

Art. 43

De installaties kunnen aan bepaalde sportclubs worden verhuurd om er sportevenementen of –spektakels te organiseren. In dat geval is de toegang verboden voor het gebruikelijke cliënteel. Dit zal hiervan worden verwittigd door affiches aangeplakt aan de aankondigingsborden en aan de kassa van het zwembad, tenminste 8 dagen op voorhand.

Art. 44

De Directie behoudt zich het recht voor om alle mogelijke competities te organiseren, zelfs tijdens de openingsuren, en behoudt zich hierbij tevens het recht voor om het uur vast te stellen dat zij nodig acht voor de volledige of gedeeltelijke evacuatie van het publiek, zonder enige schadevergoeding verschuldigd te zijn.

Het cliënteel zal hiervan worden verwittigd door affiches aangeplakt op de aankondigingsborden en aan de kassa van het zwembad, tenminste 8 dagen op voorhand.

HOOFDSTUK XII : BIJZONDERE BEPALINGEN VOOR JONGERENGROEPEN

Art. 45

Vooraf reserveren is verplicht. Groepen zonder begeleider zullen niet worden toegelaten. Er wordt algemeen aangenomen dat één persoon alleen niet kan instaan voor de bewaking van meer dan 15 niet-zwemmers of van meer dan 25 zwemmers.

Het personeel van het zwembad mag de toegang tot het zwembad weigeren indien de toegestane bezetting wordt overschreden.

De persoon die verantwoordelijk is voor de veiligheid van de zwemmers, die in het bezit is

van het reddersdiploma, mag niet instaan voor de bewaking van het zwembad en tezelfdertijd zwemles geven.

Leerkrachten die hun leerlingen begeleiden in het zwembad kunnen burgerlijk verantwoordelijk worden verklaard door gebrek aan toezicht zelfs in aanwezigheid van een speciale leraar (basisonderwijs) en van badmeesters afhankelijk van het zwembad, op basis van artikel 1384 lid 4 van het Burgerlijk Wetboek.

Elke groep dient te worden begeleid door een aantal verantwoordelijke volwassenen in redelijke overeenstemming met de grootte van de groep. Deze personen zijn persoonlijk verantwoordelijk voor de discipline van de groep vanaf de betreding van het gebouw.

Hun voortdurende aanwezigheid bij de groep, zowel in de kleedkamers, de douches als rond het zwembad, is strikt noodzakelijk. Zij dienen actief het toezicht te verzekeren op de leden van de groep.

HOOFDSTUK XIII : BEZOEKEN

Art. 46

De verantwoordelijken van een groep personen zullen er nauw over waken dat de activiteiten en zwemlessen plaatsvinden tijdens de vastgestelde uren, dat buiten wordt gegaan op het exacte uur en dat het materiaal dat werd gebruikt op zijn plaats werd gelegd. De individuele kleedkamers zijn slechts toegankelijk indien er plaatsen ontbreken in de collectieve installaties. De collectieve kleedkamers zullen eveneens worden toegekend in functie van de beschikbaarheden.

HOOFDSTUK XIV : ALGEMEEN TOEZICHT

Art. 47

De begeleider zal de leden van de groep waarvoor hij instaat op de hoogte brengen van de inhoud van dit reglement en zal waken over de naleving van de richtlijnen voor de veiligheid en de orde. Als verantwoordelijke verzekert iedere toezichthouder de bewaking van de activiteiten van de groep waarvoor hij verantwoordelijk is, dit wil zeggen een voortdurend zicht hebben op heel de groep, en dit zelfs uit het water. Zijn voortdurende aanwezigheid bij de groep, stagiaires, zowel in de kleedkamers, de douches als rond het zwembad, is strikt noodzakelijk. Zij dienen actief het toezicht te verzekeren op de leden van de groep.

HOOFDSTUK XV : BIJZONDERE LESSEN

Art. 48

De Directie behoudt zich het exclusieve recht voor om in haar zwembad bijzondere zwemlessen toe te staan tijdens de openingsuren voor het publiek door de badmeesters die hiervoor zijn aangesteld, buiten hun dienst en houders van een toelating om deze aanvullende activiteit uit te oefenen.

Het is verboden voor iedere persoon vreemd aan het etablissement om zwemlessen te geven tegen een rechtstreekse of onrechtstreekse vergoeding. Het is daarentegen toegestaan om occasioneel een persoon te omkaderen die leert zwemmen, en dit onder de volgende voorwaarden:

- de persoon die de zwemles geeft informeert de directie van het zwembad over de data en uren waarop de zwemles zal worden gegeven;

- de persoon waaraan de zwemles wordt gegeven ondertekent een verklaring waarin de kosteloosheid van de les wordt bepaald.

Er zal worden afgeweken van dit artikel, op basis van het gebruik van één enkele zwembad, voor de volgende groepen : Sportclubs en verenigingen in het kader van specifieke activiteiten. Deze afwijking zal worden toegestaan naargelang de beschikbare ruimte met het akkoord van het Gemeentecollege na een schriftelijke aanvraag en na voorlegging, door de verantwoordelijke, van een hoger reddersbrevet afgeleverd door een erkend organisme.

HOOFDSTUK XVI : VERANTWOORDELIJKHEID

Art. 49

De Gemeente Sint-Joost wijst alle verantwoordelijkheid af bij het verlies of verdwijnen van mogelijke voorwerpen van de gebruikers in het etablissement, en tevens bij schade die deze voorwerpen zouden kunnen oplopen of veroorzaken aan goederen of personen.

HOOFDSTUK XVII : PORTRETRECHT EN PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Art. 50

Het is strikt verboden om te fotograferen en te filmen in het gebouw zonder voorafgaande toelating van het Gemeentecollege.

Persoonlijke beeldopnames, foto's of video's zijn slechts bij uitzondering toegestaan en na het verkrijgen van de toelating van het Gemeentecollege ; iedere aanvraag dient ten laatste te worden ingediend in de week die voorafgaat aan de bezettingsdatum en tijdens de kantooruren (8u – 16u30).

Art. 51

De aanplakking van affiches of alle documenten in het gebouw is enkel toegestaan mits de toelating van het Gemeentecollege, dat zich het recht voorbehoudt om de plaatsen van aanplakking aan te duiden, alsook om iedere aanplakking te weigeren die het ongeschikt acht.

HOOFDSTUK XVIII : KLACHTEN EN SUGGESTIES

Art. 52

Klachten, ongeacht van welke aard, dienen te worden gericht aan het Departement Sport van de gemeente.

Een enig klachtenformulier is beschikbaar bij de kassa/het onthaal van het zwembad teneinde iedere betwisting in te dienen.

Er wordt bovendien een drager ter beschikking gesteld van het publiek om er eventuele suggesties op te schrijven om hun comfort te verbeteren.

Art. 53

Het Gemeentecollege kan, om technische redenen of omwille van overmacht, zoals het ledigen van het zwembad, ongevallen met machines, enz., de voorlopige of definitieve sluiting bevelen van het etablissement, zonder dat door wie ook een eventuele terugbetaling, schadevergoeding of erkenning van schade kan worden geëist.

HOOFDSTUK XIX : SANCTIE

Art. 54

Onverminderd eventuele burgerlijke, strafrechtelijke of administratieve vervolgingen, kan iedere overtreder van dit reglement, van het algemeen politiereglement, of van de geboden van het personeel uit het etablissement worden gezet of zijn abonnementskaart kan worden ingetrokken, en dit zonder dat hij het bedrag van het betaalde toegangsticket of abonnement kan teruggeisen.

Het zwembadpersoneel kan bovendien iedere persoon die de openbare orde aantast de toegang tot het gebouw ontzeggen voor een beperkte duur en in verhouding tot de ernst van het tentoongespreide gedrag. Elk materiaal dat de verstooring van de openbare orde veroorzaakt, kan tevens tijdelijk of definitief in beslag worden genomen.

Art. 55

Al wie verantwoordelijk zal worden gehouden voor het begaan van strafrechtelijke overtredingen of opzettelijk of onopzettelijk het gebouw of het materiaal zou beschadigen, zal strafrechtelijk aansprakelijk worden gesteld en zal de veroorzaakte schade moeten vergoeden.

Art 56

Naast het begaan van strafrechtelijke overtredingen of schade aan gemeentelijke goederen, kan bij ieder ernstig feit de beslissing worden genomen tot onmiddellijke uitzetting, tijdelijk of definitief, uitgesproken door het Gemeentecollege op basis van een gedetailleerd rapport van het personeel van het zwembad. Een dergelijke beslissing zou kunnen gepaard gaan met een administratieve boete.

Indien de dringendheid en de omstandigheden van het geval dit vereisen, kan de Directie van het etablissement alle voorlopige maatregelen nemen in afwachting van de zitting van het Gemeentecollege.

Art. 57

Ieder geschil of geval dat niet voorzien is door dit reglement zal worden onderzocht en beoordeeld door het Gemeentecollege.

Art. 58

Een gebruiker die opzettelijk het Poseidon-systeem voor de detectie van drenkelingen, of het branddetectiesysteem van het etablissement zou in werking zetten, zal worden vervolgd en zal de gemeente moeten vergoeden voor de veroorzaakte schade. Bovendien zal hem definitief de toegang tot het gemeentelijk zwembad worden geweigerd.

HOOFDSTUK XX : NUTTIGE RAADGEVINGEN

Art. 59

Er wordt aanbevolen om geen grote sommen geld, juwelen kostbare voorwerpen mee te brengen. Iedere gebruiker dient de andere gebruikers alsook de gemeentelijke infrastructuur te respecteren en er zorg voor te dragen. De leden van het zwembadpersoneel zijn beschikbaar om te antwoorden op alle vragen om informatie/vragen of suggesties. Indien een hinderlijke situatie wordt ervaren, kan de gebruiker dit meedelen aan de leden van het zwembadpersoneel, die ervoor zullen zorgen dat deze wordt opgelost.

HOOFDSTUK XXI : PUBLICATIE

Art. 60

Dit reglement zal worden aangeplakt in het etablissement op een zichtbare wijze en zal worden overhandigd aan iedere schoolgroep, sport- of vormingsclub, na aanvaarding van de clausules die erin vermeld worden.

De zwemmers, gebruikers, bezoekers, clubleden en verantwoordelijken van schoolgroepen worden geacht om kennis te hebben genomen van dit reglement en verbinden zich ertoe om dit strikt na te leven.

Dit reglement treedt in werking op de **vijfde dag die volgt op de publicatie door aanplakking**.

09.10.2019/A/0022 **Piscine communale sise 23-27, rue Saint-François; règlement redevance relatif à la tarification ; adoption.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 137bis ;

Considérant que la Commune possède une infrastructure comprenant notamment une piscine publique sise 23-27, rue Saint-François à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Que cette piscine comprend notamment des vestiaires et une buvette ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 octobre 2002 fixant des conditions d'exploitation pour les bassins de natation ;

Considérant que la mise à disposition de cette infrastructure au public engendre des frais pour la commune, notamment en terme d'engagement de nouveaux personnels tant au niveau des services centralisés devant gérer ce service que du personnel détaché en ces lieux, mais également en terme de frais de gestion et d'entretien des lieux ;

Considérant que les installations dont question ont fait l'objet dernièrement d'une rénovation lourde et importante ;

Considérant les besoins de financement de la Commune et la nécessité de facturer à l'usager un montant en rapport avec les dépenses que doit effectuer la Commune pour mettre ses services à disposition de l'usager ;

Considérant qu'en l'espèce les tarifs relatifs à l'utilisation de la piscine sont proportionnés au service proposé ;

Considérant que la Commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement de ses missions de service public ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'adopter le règlement-redevance repris ci-après relatif à la tarification de la piscine communale sise 23-27, rue Saint-François à 1210 Saint-Josse-ten-Noode :

Article 1. Cinq jours suivant la publication du présent règlement et pour un terme expirant le 31 décembre 2024, il est établi au profit de la Commune et aux conditions fixées ci-dessous, une redevance sur la tarification de la piscine communale sise 23-27, rue Saint-

François à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.

Article 2. La redevance est due par toute personne physique ou morale sollicitant l'accès à la piscine communale.

Article 3. La tarification pour l'accès à la piscine est fixée selon le tableau suivant :

	Commune	Hors Commune
Entrée individuelle	2,- €	3,- €
Enfant de moins de 4 ans	Gratuit	Gratuit
Moins de 13 ans	1,50 €	2,50 €
Plus de 60 ans	1,50 €	2,50 €
Ménage composé de plus de 5 personnes (sur présentation d'un certificat de composition de ménage daté de moins de 3 mois)	1,50 €	2,50 €
Personnel communal (sur présentation de la carte d'agent communal) et CPAS	1,50 €	1,50€
Allocataires sociaux (invalide, vipo, orphelins, PMR, ...) sur présentation d'une pièce justificative	1,00 €	2,00 €
Ecole : entrée par élève	gratuité	2,00 €
Carte de 10 entrées	18,00€	27,00 €
Adulte : Abonnement de 6 mois	50,00€	75,00 €
Adulte : Abonnement d'un an	100,00€	150,00 €
Moins de 18 ans : Abonnement de 6 mois	30,00€	40,00 €
Moins de 18 ans : Abonnement d'un an	50,00 €	75,00 €
Tarif groupe (minimum 10 personnes)	1,50 €/personne	2,50 €/perso

Article 4. Mise à disposition d'un couloir de natation

En fonction de l'occupation de la piscine, le personnel communal pourra exceptionnellement mettre à disposition des clubs, associations et écoles de natation un couloir d'eau au prix de 20 euros.

Article 5. Locations occasionnelles et annuelles du bassin de natation

	Prix	Durée
Commune : Clubs - associations – écoles de natation de 1 à 50 membres	45,00€	1h
Hors-Commune : Clubs - associations – écoles de natation de 1 à 50 membres	60,00€	1h
Commune : Manifestation - Fête	250,00€	1 journée
Hors-Commune : Manifestation - Fête	500,00€	1 journée

La redevance est due par le demandeur dès que l'autorisation est accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

La décision du Collège communal est notifiée au demandeur avec mention du montant à acquitter, de la durée de la location accordée, ainsi que les modalités de paiement.

Le paiement est réalisé de manière anticipative avant le début de la période de location. Il est loisible au demandeur de joindre à sa demande une sollicitation de paiement mensuel.

Hormis les cas de force majeure, aucun remboursement ne pourra intervenir en cas d'abandon de la période de location.

Après trois désistements durant la saison sportive, le Collège des Bourgmestre et Echevins se verra le droit de mettre fin temporairement ou définitivement à la période de location

accordée sans aucun droit au remboursement pour la période de location restante.

En cas de fermeture de la piscine pour entretien, en cas de survenance d'un cas de force majeure ou suite à la survenance de problèmes techniques, le Département des Sports avertira les groupes ou cercles sportifs en temps utile. La période d'indisponibilité de la piscine n'offrira aucun droit au remboursement pour les périodes de location non utilisées.

Article 6. Mise à disposition d'articles de natation.

La piscine sera équipée d'un distributeur automatique d'articles de natation (bonnets, lunettes de natation, ...) installé par une société privée. Le prix de vente de chaque article y figurera.

Articles 7. Perception des redevances

Hormis les redevances reprises à l'article 5, les redevances sont perçues au comptant, contre quittance, à la caisse de la piscine, auprès des agents communaux.

Les modalités liées au paiement des redevances mentionnées à l'article 5 sont directement reprises au sein de cette disposition.

Article 8. Exonérations

- Tout accompagnant d'une classe de maternelle ou de primaire;
- Tout accompagnant de personne handicapée porteuse d'une attestation de reconnaissance du handicap;
- Tout étudiant en formation qui accompagne une classe;
- Les enfants fréquentant les plaines de jeux ou les stages sportifs organisés par la

Commune de Saint-Josse-ten-Noode;

- Les deux Maisons de Jeunes, Le Clou – Le Caveau, dans le cadre de leurs activités ;
- Les animateurs sportifs du Département Jeunesse et les Educateurs de rue du Département Prévention dans le cadre de leurs activités.

Article 8. A défaut de paiement, la redevance sera récupérée conformément à l'article 137 bis de la Nouvelle Loi communale.

Gemeentelijk zwembad gelegen Sint-Franciscusstraat, 23-27; retributiereglement betreffende de tariefbepaling ; goedkeuring.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 137bis ;

Overwegende dat de Gemeente over een infrastructuur beschikt die met name een openbaar zwembad bevat gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Dat dit zwembad met name kleedkamers en een bar bevat ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 oktober 2002 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor zwembaden ;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling van deze infrastructuur aan het publiek kosten met zich meebrengt voor de gemeente, met name inzake aanwerving van nieuw personeel zowel voor wat betreft de gecentraliseerde diensten als personeel los van deze plaats, maar tevens inzake beheer- en onderhoudskosten van deze plaats ;

Overwegende dat de installaties waarvan spreke onlangs een belangrijke en zware

renovatie hebben ondergaan ;

Overwegende de financieringsnoden van de Gemeente en de noodzaak om aan de gebruiker een bedrag te factureren in verhouding tot de uitgaven die de Gemeente moet doen om haar diensten ter beschikking te stellen van de gebruiker ;

Overwegende dat in onderhavig geval de tarieven voor het gebruik van het zwembad in verhouding zijn tot de aangeboden dienst ;

Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet verkrijgen teneinde zich de nodige middelen te verschaffen met het oog op de financiering van haar opdrachten van openbare dienstverlening ;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

Om het onderstaande retributiereglement goed te keuren betreffende de tariefbepaling van het gemeentelijk zwembad gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Sint-Joost-ten-Node :

Artikel 1. Vijf dagen na de publicatie van dit reglement en voor een termijn die vervalt op 31 december 2024, wordt vastgesteld ten voordele van de Gemeente en volgens de onderstaande voorwaarden, een retributie op de tarifiering van het gemeentelijk zwembad gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Sint-Joost-ten-Node.

Artikel 2. De retributie is verschuldigd door iedere natuurlijke of rechtspersoon die toegang wenst tot het gemeentelijk zwembad.

Artikel 3. De tarifiering voor de toegang tot het zwembad wordt bepaald volgens deze tabel :

	Gemeente	Buiten de gemeente
Individuele toegang	2,- €	3,- €
Kind jonger dan 4 jaar	Gratis	Gratis
Jonger dan 13 jaar	1,50 €	2,50 €
Ouder dan 60 jaar	1,50 €	2,50 €
Gezin met meer dan 5 personen (op vertoon van een attest van gezinssamenstelling daterend van minder dan 3 maanden)	1,50 €	2,50 €
Gemeente- en OCMW personeel (op vertoon van de kaart van gemeentelijk ambtenaar)	1,50 €	1,50€
Sociale uitkeringsgerechtigden (invalide, wigw, wezen, PBM, ...) op vertoon van een verantwoordingsstuk	1,00 €	2,00 €
School : toegang per leerling	Gratis	2,00 €
Kaart van 10 toegangen	18,00€	27,00 €
Volwassene : Abonnement van 6 maanden	50,00€	75,00 €
Volwassene : Abonnement van één jaar	100,00€	150,00 €

Jonger dan 18 jaar : Abonnement van 6 maanden	30,00€	40,00 €
Jonger dan 18 jaar : Abonnement van één jaar	50,00 €	75,00 €
Groepstarief (minimum 10 personen)	1,50 €/persoon	2,50 €/persc

Artikel 4. Terbeschikkingstelling van een zwembaan

In functie van de bezetting van het zwembad kan het gemeentepersoneel uitzonderlijk een zwembaan ter beschikking stellen van zwemclubs, verenigingen en scholen voor de prijs van 20 euro.

Artikel 5. Occasionele en jaarlijkse huur van het zwembad

	Prijs	Duur
Gemeente : Clubs - verenigingen – zwemscholen van 1 tot 50 leden	45,00€	1u
Buiten de gemeente : Clubs - verenigingen – zwemscholen van 1 tot 50 leden	60,00€	1u
Gemeente : Evenement – Feest	250,00€	1 dag
Buiten de gemeente : Evenement - Feest	500,00€	1 dag

De retributie is verschuldigd door de aanvrager zodra de toelating wordt toegekend door het College van Burgemeester en Schepenen.

De beslissing van het Gemeentecollege wordt bekendgemaakt aan de aanvrager met vermelding van het te betalen bedrag, de duur van de toegekende huur alsook de betalingsmodaliteiten.

De betaling gebeurt vooraf vóór het begin van de huurperiode. De aanvrager mag bij zijn aanvraag een verzoek tot maandelijks betaling voegen.

Behalve in geval van overmacht zal intrekking van de huurperiode geen enkel recht geven op terugbetaling.

Na drie intrekkingen gedurende het sportseizoen behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voor om tijdelijk of definitief een einde te stellen aan de toegekende huurperiode zonder enig recht op terugbetaling voor de resterende huurperiode. In geval van sluiting van het zwembad voor onderhoud, in geval van overmacht of bij technische problemen zal het Departement Sport de groepen of sportkringen tijdig waarschuwen. De periode van onbeschikbaarheid van het zwembad zal geen enkel recht geven op terugbetaling voor de niet-gebruikte huurperiodes.

Artikel 6. Terbeschikkingstelling van zwemartikelen.

Het zwembad zal uitgerust worden met een automatische verdeler van zwemartikelen (badmutsen, zwembrillen, ...) geïnstalleerd door een privé-firma. De verkoopprijs van elk artikel zal erop worden vermeld.

Artikel 7. Inning van retributies

Uitgezonderd de retributies vermeld in artikel 5 worden de retributies contant geïnd, tegen kwitantie, bij de kassa van het zwembad, bij gemeentelijke ambtenaren.

De modaliteiten in verband met de betaling van de retributies vermeld in artikel 5 worden rechtstreeks opgenomen in deze bepaling.

Artikel 8. Vrijstellingen

- Begeleiders van een klas van de kleuter- of basisschool;
- Begeleiders van een gehandicapte persoon in het bezit van een erkenningsattest van de handicap;
- Studenten in opleiding die een klas begeleiden;

- Kinderen die deelnemen aan speelpleinen of sportstages georganiseerd door de Gemeente Sint-Joost-ten-Node;
- De twee jeugthuizen, Le Clou – Le Caveau, in het kader van hun activiteiten;
- De sportanimatoren van het Departement Jeugd en de straatwerkers van het Departement Preventie in het kader van hun activiteiten.

Artikel 8. Bij gebreke van betaling zal de retributie worden geïnd overeenkomstig artikel 137 bis van de Nieuwe Gemeentewet.